

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 20 MARS 1919.

Projet de loi modifiant le régime fiscal du tabac

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Le projet de loi que j'ai l'honneur de déposer n'a pas seulement pour but de procurer des ressources au Trésor et en même temps d'assurer une application équitable de l'impôt, il tend à faire disparaître divers abus dont le commerce honnête est victime et se plaint à juste titre.

DROITS D'ENTRÉE.

En vertu du Tarif des douanes actuellement en vigueur, les droits d'entrée applicables aux tabacs sont fixés ainsi qu'il suit :

Tabacs non fabriqués.

Ecôtés	par 100 kilogr. . . . fr.	73.00 (1)
Autres	— 100 — . . . »	53.00 (1)

i Tabacs fabriqués.

Cigares et cigarettes. . .	par 100 kilogr. . . . fr.	600.00
Autres	— 100 — . . . »	120.00

Les droits qui précèdent ne représentent qu'un faible pourcentage des prix qu'atteignent les tabacs à l'heure actuelle. Ils ne sont plus suffisants pour procurer au Trésor les ressources qu'on peut légitimement demander à un tel impôt. Le Gouvernement propose en conséquence d'en modifier les bases.

La tarification des tabacs d'après le poids présente l'inconvénient de ne

(1) Les tabacs étrangers non fabriqués sont assujettis, outre le droit de douane, à un droit d'accise de 15 francs les 100 kilogr.

pas graduer suffisamment l'imposition. Sans doute ce reproche peut être formulé à l'adresse de tous les droits spécifiques, mais pour nombre de ceux-ci cette faiblesse peut être corrigée, partiellement du moins, par la création de diverses subdivisions établies d'après le conditionnement des produits et leur degré d'achèvement, de façon à atteindre une relation de valeur acceptable.

Pour les tabacs, au contraire, la création d'une série détaillée de spécifications serait fort difficile. Quelques grandes subdivisions s'indiquent naturellement, mais pour chacune de ces rubriques, la gradation intercalaire ferait défaut, parce que le rapport de valeur à poids n'offre aucune fixité. Le coût du cigare, de la cigarette, entre autres, varie, à égalité de poids, du simple au décuple et bien au-delà.

Ces considérations justifient une modification de l'assiette du droit. On peut la réaliser par la substitution de l'impôt *ad valorem* à l'impôt spécifique, cette réforme allant de pair, bien entendu, avec une taxation plus forte que précédemment.

Au regard du droit nouveau proposé pour les tabacs indigènes, l'imposition des tabacs étrangers à raison de 50 p. c. de la valeur ne paraît pas trop élevée. C'est le taux inscrit à l'article premier du projet de loi.

Mais la transformation et la surélévation du droit ne permettraient d'atteindre que fort imparfaitement le but en vue, si l'on s'abstenait de prendre parallèlement des mesures en vue de réprimer les fraudes éventuelles. Plus les droits sont élevés, plus les manœuvres clandestines ont des tendances à se multiplier et plus aussi doivent être développés les moyens qui sont de nature à les contenir.

Les intérêts du commerce honnête, non moins que ceux de l'État, sont ici engagés. Il convient que les négociants dont les procédés sont corrects ne soient pas concurrencés déloyalement par des confrères qui, en spéculant sur les droits, parviendraient à s'approvisionner dans des conditions plus avantageuses. La loi égale pour tous ne peut prêter à semblable injustice.

Les précautions conçues dans cet ordre d'idées pour les tabacs s'inspirent d'un double objectif : d'une part, prévenir la fraude en obligeant les déclarants à se lier davantage vis-à-vis de la douane, de telle sorte que leur culpabilité apparaisse mieux en cas d'abus et les expose ainsi à une répression plus immédiate et plus justifiée ; d'autre part, renforcer l'action de la douane tout en ménageant les droits des importateurs, de façon à empêcher tout excès et tout arbitraire aussi bien du côté du fisc que du côté du contribuable.

L'article 2 crée à charge de l'importateur deux obligations : celle de produire à l'appui de la déclaration pour la douane une copie certifiée conforme de la facture se rapportant aux tabacs, celle aussi de fournir au besoin des justifications plus complètes par l'exhibition des factures originales, des livres ou correspondances commerciales.

La première obligation n'a rien d'excessif, nombre de déclarants ayant déjà l'habitude, pour les marchandises tarifées *ad valorem*, de communiquer à la douane les factures relatives à leurs envois.

Cependant, il peut se présenter des cas où la communication de factures serait impossible ou difficile, notamment quand le destinataire des tabacs possède des dépôts permanents à l'étranger et s'en fait expédier des parties à lui-même, ou encore lorsqu'il s'agit de petites quantités de tabacs introduites par des particuliers qui seraient bien excusables, en vérité, de ne pas s'être nantis de factures. L'article 2 tient compte de telles éventualités, en autorisant le Ministre des Finances à accorder les exceptions qu'il jugera convenir.

Les recherches éventuelles dans les livres et correspondances commerciales prévues par la finale de l'article 2 ne constituent pas une innovation. La loi du 1^{er} septembre 1915 sur les revenus et profits réels contient à l'article 11, une disposition établissant des pouvoirs analogues de contrôle.

L'article 3 édicte des pénalités du chef de la production de factures inexactes ou de l'emploi d'autres moyens frauduleux pour altérer ou dissimuler la valeur à comprendre dans la déclaration. Il permet aussi de suspendre les formalités de dédouanement, lorsque les intéressés refusent de fournir les justifications réclamées. La déclaration, non appuyée des garanties requises, est réputée alors non existante et les marchandises peuvent, en conséquence, être placées au besoin sous le régime du chapitre XII de la loi générale du 26 août 1822.

Quelles que soient les garanties dont les articles 2 et 3 entourent la déclaration, on ne peut oublier que la valeur imposable est celle des marchandises en gros augmentée des frais d'emballage et des frais de transport, d'assurance et de commission jusqu'au lieu de dédouanement. C'est le principe et la douane doit en assurer l'application, sans donc qu'elle puisse s'en référer simplement à des factures, voire à des livres, dont la sincérité peut ne pas être complète.

Tel est le motif de l'insertion dans le projet de loi des articles 4 à 13, qui instaurent pour les tabacs un système approprié pour le règlement des litiges concernant la valeur déclarée.

L'article 4 reproduit une disposition déjà en vigueur maintenant pour les marchandises tarifées *ad valorem* ; il s'agit de la terminaison des différends par le dépôt de déclarations supplémentaires.

Les articles suivants apportent à la réglementation d'usage quelques modifications assez importantes : ils conservent la procédure de l'expertise pour la fixation des valeurs contestées, mais suppriment la préemption. Il était nécessaire de déroger sur ce point aux dispositions ordinaires, car les tabacs constituent une marchandise à entourer de soins spéciaux, que la douane ne pourrait donner faute de temps et de compétence.

Afin de parer à la préemption, le projet édicte des amendes du chef des sous-évaluations, mais laisse subsister une marge très large, mettant le déclarant honnête à l'abri de toute surprise. Aucune amende ne serait encourue, en effet, si le supplément de valeur, reconnu par la douane, n'atteint pas 10 p. c. de la valeur déclarée.

Encore l'importateur n'est-il point obligé d'accepter l'estimation des agents vérificateurs. Il lui est facultatif de réclamer l'expertise.

L'article 7 règle la constitution des collèges d'expertise, avec la préoccupation de leur donner toute l'indépendance et la gravité voulues. L'intervention d'un juge consulaire, en cas de désaccord des experts, ajoute à la confiance que les collèges inspireront.

Mais le Gouvernement a voulu que demeurent garantis jusqu'au bout les droits des importateurs, en ce sens que le recours devant un conseil du contentieux leur reste ouvert dans tous les cas où, à la suite des décisions du collège, le Ministre des Finances ou, par délégation, le directeur provincial, appliquerait des amendes jugées excessives.

Les litiges en douane doivent être vidés avec promptitude : il en sera ainsi dans l'espèce, l'article 9 fixant des délais maxima endéans lesquels doivent intervenir les décisions des collèges d'expertise.

Afin que l'action commerciale ne soit pas entravée du fait des expertises à effectuer, ni par d'autres motifs inhérents à la régularisation des litiges, est consacrée par l'article 11 la faculté de libérer d'emblée les marchandises sous caution, à moins que la valeur ne puisse en être établie convenablement, par après, au moyen d'échantillons ou d'une partie seulement des quantités déclarées.

Enfin, l'article 12 contient les dispositions nécessaires en vue de terminer d'office les litiges qui restent sans solution par la faute des importateurs. Dans ce cas, les marchandises peuvent être vendues pour couvrir le montant des droits, de l'amende et des frais dus, mais le surplus disponible doit être tenu pendant trois ans à la disposition de l'ayant-droit.

*
* * *

Il n'est guère possible d'évaluer, même approximativement, l'augmentation de revenus qui doit résulter du nouveau droit proposé. Cette augmentation dépendra du chiffre de l'importation future, comme aussi des prix qui seront pratiqués.

A titre d'indication, on note ci-après les chiffres se rapportant à l'importation des tabacs (fabriqués et non fabriqués) pendant l'année 1913 :

Quantités importées	kil.	9,643,000
Droits perçus (y compris le droit d'accise de		
fr. 15 les 100 kil. sur les tabacs non fabriqués) .	fr.	7,551,000
Valeurs estimées ou déclarées	»	19,035,000

Au point de vue de la corrélation qui existera entre le nouveau droit d'entrée sur le tabac étranger et le nouveau droit d'accise sur la production indigène, on observe, eu égard aux prix pratiqués actuellement et qui ne redescendront sans doute jamais aux taux d'avant la guerre, que le droit de 50 p. c. *ad valorem* constituera une large protection douanière en faveur de nos planteurs indigènes.

On observe d'autre part que la taxe *ad valorem* proposée s'appliquant à la matière première (tabacs non fabriqués) et aux produits de consommation directe (cigares, cigarettes et tabacs fabriqués autres) frappera beaucoup plus ces derniers par suite de leur valeur notablement supérieure à celle

des tabacs non fabriqués ; il en résulte qu'une protection douanière suffisante sera également accordée aux fabricants belges de tabacs, cigares et cigarettes.

DROITS D'ACCISE.

Depuis sa création jusqu'en 1896, le droit d'accise sur le tabac indigène a été perçu successivement d'après l'étendue de culture et d'après le nombre de plants.

S'inspirant de vues plus modernes, la loi du 17 avril 1896 a reporté l'impôt exclusivement sur le produit obtenu, c'est-à-dire sur le tabac séché qui a été frappé d'un droit de 15 francs par 100 kilogrammes ; le droit d'accise sur la culture a été aboli.

Ce procédé déchargeait le planteur de l'impôt, qui n'était plus dû que par l'acquéreur du tabac ; il permettait l'usage de l'entrepôt et surtout il asseyait la charge non plus sur une présomption de rendement, mais sur le rendement réel lui-même. Mais ici venait se poser une question capitale : celle de prévenir les évasions que seul un impôt établi dès l'origine pouvait empêcher complètement. D'où une surveillance des plus compliquée sur la circulation des tabacs et une série de mesures dont l'efficacité ne s'est pas révélée suffisante.

De cette expérience est sortie une solution qui aura tous les avantages : la combinaison des deux méthodes de constatation, tout en les dépouillant de leurs défauts reconnus par la pratique. Le projet réalise cette conception. Le droit continue d'être dû par l'acheteur du tabac sur le produit réel, mais il est garanti dès l'abord par une prise en charge provisoire sur la culture.

Le planteur, c'est-à-dire celui qui crée la matière imposable et qui en a seul la garde, est rendu responsable vis-à-vis du fisc de la destination qu'il donne au tabac. Rien de plus logique.

Cependant, une difficulté se présente, car il s'agit d'établir et de calculer cette responsabilité dès le principe, soit donc avant le séchage du tabac. Il n'y a qu'une manière de résoudre cette difficulté, c'est d'avoir recours à une présomption légale. Celle-ci consiste à admettre que seize plants donnent un kilogramme de tabac sec, proportion qui doit donner toute satisfaction au planteur le plus exigeant et qui subira d'ailleurs la loi de l'expérience.

Mais, dira-t-on, des circonstances peuvent se produire qui réduiraient ce quantum ; et alors le planteur serait responsable des droits sur une quantité de tabac qui n'aurait jamais existé. L'objection a été prévue : aussi bien l'article 16 autorise la décharge totale ou partielle de l'impôt en cas de rendement insuffisant, alors que la bonne foi du planteur ne peut être mise en doute. Par là disparaît encore un des griefs dont on se plaignait à juste titre sous l'ancienne législation, qui ne prévoyait la décharge de l'impôt que si la plantation était totalement détruite et ne tenait pas compte des pertes partielles.

La responsabilité du planteur écarte l'inconvénient capital du régime de 1896 : la soustraction facile du tabac à l'impôt. Comme conséquence, les

mesures de contrôle sur la circulation ne constituent plus la base de la surveillance et il a été possible de les réduire à un minimum. C'est ce qui dégage la loi de 1896 des entraves que son application devait apporter au commerce.

Une autre réforme s'imposait. Jusqu'ici l'exemption du droit d'accise existait pour une certaine quantité de tabac réservée à la consommation domestique des planteurs. Privilège non justifié, contraire à l'égalité de tous devant l'impôt, qui ouvrait la porte à la fraude et a suscité fréquemment de vives critiques ; il n'apparaît plus dans le projet.

Enfin, une cause de vexations se trouve évitée. Jadis nos populations agricoles étaient très irritées parce que la moindre insuffisance dans la déclaration donnait lieu à procès-verbal et à poursuites. Il n'en sera plus ainsi dans le régime futur. Le procès-verbal ne sera plus rédigé lorsque les infractions ne procéderont à priori d'aucune intention de fraude. Le litige se terminera alors par la voie administrative et ne pourra éventuellement entraîner que le paiement d'une amende d'ordre au lieu des pénalités prévues par la loi.

Comme on le voit, la garantie imposée au planteur s'entoure de ménagements et de facilités allant aussi loin que possible. Elle ne sera jamais autre chose qu'une pure formalité, si la fraude n'entre pas en jeu ; mais le fisc sera armé contre les tentatives de soustraction.

Le Ministre des Finances,

LÉON DELACROIX.



PROJET DE LOI

modifiant le régime fiscal du tabac.

Albert,**ROI DES BELGES,***A tous présents et à venir, Salut.*Sur la proposition de notre Premier
Ministre, Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Premier Ministre, Ministre
des Finances, présentera en Notre
nom, aux Chambres législatives, le
projet de loi dont la teneur suit :**Droits d'entrée.****ARTICLE PREMIER.**Les tabacs de toute espèce sont
soumis à un droit d'entrée de 50 p. c.
ad valorem.Ce droit est calculé sur la valeur au
lieu d'origine ou de fabrication, c'est-
à-dire, sur la valeur normale en gros,
augmentée des frais d'emballage et des
frais de transport, d'assurance et de
commission jusqu'au lieu de dédouane-
ment.**ART. 2.**§ 1^{er}. — La valeur mentionnée dans
la déclaration doit être justifiée :1^o Sauf les exceptions que le Minis-

WETSONTWERP

tot wijziging van het fiscaal stelsel
van de tabak.**Albert,****KONING DER BELGEN,***Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, Heil!*Op de voordracht van Onzen Eers-
ten Minister, Minister van Financiën,WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BE-
SLUITEN :Onze Eerste Minister, Minister van
Financiën, zal, in Onzen naam, bij de
Wetgevende Kamers, het wetsontwerp
indienen waarvan de inhoud volgt :**Invoerrechten.****ARTIKEL ÉÉN.**De tabak van alle soort wordt aan
een invoerrecht van 50 t. h. der
waarde onderworpen.Dit recht wordt berekend volgens
de waarde ter plaatse van oorsprong
of van vervaardiging, dat wil zeggen
volgens de normale waarde in 't groot,
vermeerderd met de kosten van ver-
pakking en met de kosten van vervoer,
van verzekering en van commissie tot
op de plaats van vertolling.**ART. 2.**§ 1. — De waarde vermeld in de
aangifte dient te worden bewezen :1^o Behoudens de uitzonderingen

tre des Finances juge convenir, par la production d'une copie de la facture se rapportant aux tabacs importés, cette copie devant être certifiée conforme par l'expéditeur et par le destinataire, même quand celui-ci charge un mandataire des formalités de dédouanement.

2° Si la douane le requiert, par l'exhibition de la facture originale et, au besoin, par celle des livres et correspondances commerciales, tant du déclarant que, le cas échéant, du destinataire. Toutefois, les recherches dans les livres ou correspondances ne peuvent avoir lieu que sur autorisation spéciale du Directeur provincial des contributions directes, douanes et accises, et par les soins de fonctionnaires du grade de contrôleur au moins.

§ 2. — Même après la libération des marchandises et pendant un an à partir de la date de la déclaration, les recherches dans les livres et correspondances peuvent être effectuées par l'Administration et ce avec les mêmes effets, au regard des pénalités édictées par l'article 3, que si elles avaient été pratiquées au cours du dédouanement.

§ 3. — Celui qui est obligé légalement à tenir une comptabilité et des livres est présumé les avoir en sa possession.

ART. 3.

§ 1^{er}. — A défaut par les intéressés de produire les justifications ou de laisser effectuer les recherches visées à l'article 2, la douane peut suspendre l'accomplissement des formalités et, au besoin, faire placer les marchandises, comme si elles n'étaient pas déclarées, sous le régime du chapi-

welke de Minister noodig acht, door indiening van een afschrift der rekening die op de ingevoerde tabak betrekking heeft, dit afschrift dienende door den bestemmeling echt te worden verklaard, zelfs wanneer laatstgemelde eenen gevolmachtigde met de pleegvormen der vertolling belast.

2° Indien de toldienst het vereischt, door vertoon der oorspronkelijke rekening en, desnoods, door dat der boeken en briefwisseling van koophandel, zoowel van den aangever als, desgevallende, van den bestemmeling. Nasporingen in de boeken of briefwisseling mogen echter alleen gedaan worden mits een bijzondere machtiging van den provincialen Bestuurder der rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen, en door de zorgen van ambtenaren hebbende ten minste den graad van controleur.

§ 2. — Zelfs nadat de goederen zijn vrijgegeven en gedurende één jaar ingaande met de dagteekening der aangifte kunnen de nasporingen in de boeken en briefwisseling door het Bestuur worden gedaan, en zulks met de ze fde gevolgen, ten aanzien der onder artikel 3 bepaalde straffen, alsof zij tijdens de vertolling plaats grepen.

§ 3. — Degene die wettelijk verplicht is eene comptabiliteit en boeken te houden, wordt geacht dezelve in zijn bezit te hebben.

ART. 3.

§ 1. — Worden de bewijsstukken door de belanghebbenden niet verstrekt, of laten deze de onder artikel 2 bedoelde nasporingen niet verrichten, kan de toldienst de vervulling der pleegvormen schorsen, en, desnoods, de goederen, alsof zij niet aangegeven waren, onder regiem van Hoofd-

tre XII de la loi générale du 26 août 1822.

§ 2. — Si l'Administration établit, au moyen d'éléments certains, que la copie de facture dont il est question à l'article 2 ne correspond pas à l'original ou que le destinataire s'est entendu avec le vendeur pour fixer des prix fictifs dans le but d'induire la douane en erreur, la confiscation de la marchandise est prononcée.

En outre, le destinataire, ainsi que son mandataire éventuel si celui-ci s'est rendu complice de son commettant, encourt une peine d'emprisonnement de huit jours à un mois et, solidairement, une amende égale au décuple des droits fraudés.

Les peines prévues à l'alinéa qui précède sont encourues par le mandataire s'il s'est livré, à son profit exclusif et à l'insu de son commettant à des manœuvres frauduleuses en vue d'altérer ou de dissimuler la valeur exacte à comprendre dans la déclaration.

ART. 4.

Si la valeur déclarée est jugée insuffisante par la douane, celle-ci a le droit de réclamer une déclaration supplémentaire jusqu'à concurrence de la valeur déterminée par elle.

La demande de l'Administration est notifiée par écrit au déclarant par le contrôleur des douanes.

ART. 5.

§ 1^{er}. — L'importateur qui souscrit la déclaration supplémentaire réclamée acquitte immédiatement le surplus des droits dus.

s'tuk XII der algemeene wet van 26 Augustus 1822 doen plaatsen.

§ 2. — De koopwaar wordt verbeurd verklaard wanneer het Bestuur, door middel van stellige gegevens, bewijst, dat het rekeningsafschrift, waarvan sprake onder artikel 2, niet met het oorspronkelijk stuk overeenstemt, of dat de bestemming zich niet met den verkooper heeft verstaan om, tot misleiding van den toldienst, verzonnen prijzen vast te stellen.

Bovendien verbeuren de bestemming, alsmede zijn mogelijke gevolgmachtigde, indien deze zich met zijnen lastgever medeplichtig heeft gemaakt, eene gevangenisstraf van acht dagen tot één maand en, solidaire, eene geldboete gelijk aan tienmaal de gesloten rechten.

De gevolmachtigde belooft de onder het voorgaand lid voorziene straffen wanneer hij, uitsluitend ten eigen bate en buiten medeweten van zijnen lastgever, bedrieglijke handelingen heeft gepleegd om de juiste, in de aangifte aan te duiden waarde te vervalschen of te verhelen.

ART. 4.

Wordt de aangegeven waarde door den toldienst te laag geacht, zoo heeft deze het recht om een aanvullende aangifte te vorderen tot beloop van de waarde vastgesteld door den gemelden dienst.

De controleur der douanen geeft den aangever schriftelijk bericht van de vordering van het Beheer.

ART. 5.

§ 1. — De invoerder die de gevorderde aanvullende aangifte onderschrijft, betaalt onmiddellijk de verschuldigde verhooging van rechten.

§ 2. — Il n'encourt aucune pénalité si le supplément de valeur n'atteint pas 10 p. c. de la valeur primitive ment déclarée. Dans le cas contraire, il est passible d'une amende, qui ne peut dépasser le quintuple des droits fraudés.

ART. 6.

Si l'importateur refuse de souscrire, dans les cinq jours après la notification prévue par l'article 4, la déclaration supplémentaire réclamée, le litige est porté devant le collège créé par l'article 7.

ART. 7.

§ 1^{er}. — Il est institué, dans chacun des chefs-lieux de province, un collège d'expertise chargé de statuer, en cas de litige, sur la valeur des tabacs importés.

Des échantillons cachetés par le déclarant et par la douane lui sont soumis, avec le procès-verbal de la contestation et le mémoire ou toutes pièces justificatives que la douane ou l'importateur ont la faculté d'y joindre.

§ 2. — Le collège est composé de deux experts désignés l'un par le déclarant, l'autre par le chef local de la douane du chef-lieu.

Si les experts ne se mettent pas d'accord sur la fixation de la valeur des tabacs, il est adjoint au collège un juge consulaire, à désigner par le Président du Tribunal de commerce sur requête du chef local de la douane.

§ 3. — Les experts doivent être

§ 2. — Hij belooft geene straf indien de waardeverhooging niet 10 t. h. van de oorspronkelijk aangegeven waarde bereikt. In het tegenovergestelde geval, is hij strafbaar met eene geldboete die het vijfvoudig bedrag der ontdoken rechten niet mag overtreffen.

ART. 6.

Wanneer de invoerder weigert binnen de vijf dagen na de onder artikel 4 voorziene kennisgeving, de gevorderde aanvullende aangifte te onderschrijven, wordt het geschil gebracht voor het College ingesteld bij artikel 7.

ART. 7.

§ 1. — In elke provinciehoofdplaats wordt een College van schatting ingesteld dat, in geval van geschil, gelast is uitspraak te doen omtrent de waarde der ingevoerde tabak.

Stalen, gezegeld door den aangever en door den toldienst, worden aan dit College voorgelegd met het proces-verbaal van het geschil en met de memorie of alle bewijsstukken welke de toldienst of de invoerder de vrijheid hebben daarbij te voegen.

§ 2. — Het College is samengesteld uit twee deskundigen, welke de eene door den aangever en de andere door den plaatselijken toloverste der hoofdplaats worden aangewezen.

Wanneer de deskundigen het niet eens worden omtrent de waardebepaling der tabak, wordt aan het College een consulaire rechter toegevoegd, die, op verzoek van den plaatselijken toloverste, door den Voorzitter der rechtbank van koophandel wordt aangewezen.

§ 3. — De deskundigen dienen te

choisis en tenant compte des restrictions spécifiées par les articles 44, 283 et 310 du Code de procédure civile.

§ 4. — Avant d'entrer en fonctions, les experts prêtent, devant le Président du Tribunal de première instance, le serment suivant :

« Je jure de me prononcer sur les
» affaires qui me sont soumises en
» toute conscience, sans acception de
» personne et d'après les dispositions
» de la loi, et de garder le secret sur
» toutes constatations se rattachant
» aux litiges. »

Un arrêté royal fixe la rémunération des experts.

§ 5. — Les frais d'expertise sont à charge de la partie succombante.

Quand une déclaration comprend différents postes sujets à contestations et qu'il y est attribué par le collège des estimations différentes, les unes favorables, les autres défavorables à chacune des parties, les frais sont répartis à charge de l'une et de l'autre au prorata des valeurs admises.

ART. 8.

§ 1^{er}. — Si le collège constate l'exactitude de la valeur déclarée par l'importateur, il est alloué à celui-ci, sauf le cas où la marchandise a été libérée sous caution conformément aux dispositions de l'article 11, une indemnité de retard sur le pied de l'article 244 de la loi générale du 26 août 1822, calculée au prorata du nombre de jours courant à partir de la

worden gekozen met inachtneming der voorbehoudingen bepaald bij artikelen 44, 283 en 310 van het Wetboek van burgerlijke rechtspleging.

§ 4. — Alvorens hun ambt te aanvaarden, leggen de deskundigen, in handen van den Voorzitter der Rechtbank van eersten aanleg, den volgenden eed af :

« Ik zweer over de zaken die aan
» mijne beoordeeling worden onder-
» worpen, naar mijn geweten, zonder
» aanzien des persoons, en volgens
» de bepalingen der wet, uitspraak
» te doen, en omtrent al hetgeen in
» verband met de geschillen bekend
» mocht worden, het geheim te be-
» waren. »

Een Koninklijk besluit bepaalt de bezoldiging der deskundigen.

§ 5. — De kosten van schatting zijn ten laste van de verliezende partij.

Wanneer eene aangifte verschillende posten behelst, waaromtrent geschil is ontstaan, en daaraan door het College verschillende waarden worden toegekend, die de eene voordelig, de andere nadeelig zijn aan elk der partijen, worden de kosten verdeeld ten laste van de eene en van de andere partij naar evenredigheid van de aangenomen waarden.

ART. 8.

§ 1. — Indien door het College wordt vastgesteld dat de waarde, door den invoerder aangegeven, juist is, wordt aan laatstgemelde, behoudens het geval dat de koopwaar overeenkomstig de bepalingen van artikel 11 mits borgstelling vrij werd gegeven, eene vergoeding voor oponthoud toegekend, op voet van artikel 244 der algemeene wet van 26 Augustus

date de la notification dont il est question à l'article 4.

§ 2. — En cas de déclaration inexacte les droits d'entrée sont perçus sur la valeur déterminée par le collège.

§ 3. — Si, d'après la décision intervenue, la valeur des marchandises excède de 10 p. c. ou plus la valeur déclarée, l'importateur est passible d'une amende qui ne peut dépasser le décuple des droits fraudés

§ 4. — Aucune amende n'est appliquée en cas de sous-évaluation n'atteignant pas 10 p. c.

ART. 9.

Le collège doit rendre sa décision dans les 15 jours de la naissance du litige quand les experts ont seuls à intervenir, et dans les 30 jours lorsque, par suite de désaccord entre les experts, un juge consulaire doit être appelé comme arbitre.

ART. 10.

§ 1^{er}. — Les amendes dont il est question aux articles 5 et 8 sont fixées en rapport avec la gravité des faits par le Ministre des Finances ou, dans les limites qu'il fixe, par le Directeur provincial, le recours en ce qui concerne la pénalité demeurant ouvert aux importateurs devant un Conseil du Contentieux institué auprès du Département des Finances.

§ 2. — Le Conseil du Contentieux est composé d'un président choisi parmi les magistrats de la Cour d'ap-

1822, berekend naar verhouding van het getal dagen ingaande met de dagteekening der kennisgeving waarvan sprake onder artikel 4.

§ 2. — Ingeval van onjuiste aangifte worden de invoerrechten geheven van de waarde door het College bepaald.

§ 3. — Indien, volgens de gewezen beslissing, de waarde der goederen met 10 t. h. of meer de aangegeven waarde overtreft, is de invoerder strafbaar met eene boete die het tienvoudig bedrag der gesloken rechten niet mag te boven gaan

§ 4. — Geene boete wordt toegepast wanneer de te weinig aangegeven waarde niet 10 t. h. bereikt.

ART. 9.

Het College moet zijne beslissing vellen binnen de 15 dagen na het ontstaan van het geschil wanneer de deskundigen alleen moeten tusschenkomen, en binnen de 30 dagen, wanneer ten gevolge van oneenigheid tusschen de deskundigen, een consulaire rechter als scheidsman moet aangesteld worden.

ART. 10.

§ 1. — De boeten waarvan sprake onder artikelen 5 en 8 worden, volgens de gewichtigheid der zaak, vastgesteld door den Minister van Financiën, of, binnen de door hem bepaalde grenzen, door den provinciealen Bestuurder, de invoerders hebbende het recht tegen de straf in verhaal te komen voor eenen Raad voor betwiste zaken, ingesteld bij het Ministerie van Financiën.

§ 2. — De Raad voor betwiste zaken bestaat uit eenen voorzitter gekozen onder de magistraten van het Hof van

pel de Bruxelles, d'un négociant en tabacs désigné par le Tribunal de Commerce de la même ville et d'un fonctionnaire du Département des Finances.

Les décisions du Conseil sont souveraines.

Un arrêté royal fixe la rémunération des membres du Conseil du Contentieux.

ART. 11.

Moyennant caution fournie à la satisfaction du receveur des douanes pour les droits supplémentaires réclamés et pour l'amende éventuellement due, l'importateur peut être autorisé à disposer de tout ou partie des tabacs en litige. Toutefois, cette autorisation n'est accordée que si la valeur peut être déterminée soit d'après des échantillons, soit au vu d'une partie seulement des marchandises.

ART. 12.

§ 1^{er}. — En cas de non-paiement des droits supplémentaires, de l'amende et des frais, au plus tard dans les cinq jours de la notification de la décision du collège, et sauf opposition signifiée dans le même délai au directeur provincial en vue du recours visé dans la finale de l'article 10, les marchandises peuvent être vendues par la douane.

Il en est de même si l'importateur, après avoir souscrit une déclaration supplémentaire, n'a pas effectué dans les cinq jours le paiement du surplus des droits dus et, le cas échéant, de l'amende.

§ 2. — Le produit de la vente, après

beroep te Brussel, uit eenen handelaar in tabak aangewezen door de Rechtbank van koophandel derzelfde stad, en uit eenen ambtenaar van het Departement van Financiën.

De beslissingen van den Raad zijn onherroepelijk.

Een koninklijk besluit bepaalt de bezoldiging der leden van den Raad voor betwiste zaken.

ART. 11.

Mits borgstelling ten genoeg van den tolontvanger voor de gevorderde aanvullende rechten en voor de desvoorkomend verschuldigde boete, kan aan den invoerder worden toegelaten geheel of gedeeltelijk te beschikken over de tabak waaromtrent geschil bestaat. Maar die toelating wordt slechts dan verleend, wanneer de waarde kan worden bepaald, hetzij volgens stalen, hetzij op zicht van een gedeelte slechts der goederen.

ART. 12.

§ 1. — Ingeval van niet betaling der aanvullende rechten, der boete en der kosten, ten laatste binnen de vijf dagen na de kennisgeving der beslissing van het College, en behoudens verzet beteekend binnen hetzelfde tijdsbestek aan den provincialen Bestuurder met het oog op het verhaal bedoeld in de slotbepaling van artikel 10, kunnen de goederen door den toldienst verkocht worden.

Hetzelfde geldt indien de invoerder, na eene aanvullende aangifte te hebben onderschreven, de verschuldigde verhoogde rechten en, bij voorkomend geval, de boete binnen de vijf dagen niet heeft betaald.

§ 2. — De opbrengst van den ver-

déduction des droits supplémentaires, de l'amende et des frais, est tenu à la disposition de l'ayant droit pendant trois années à partir du jour de la vente.

§ 5. — Si le solde disponible n'est pas réclamé dans le délai fixé, il est définitivement acquis au Trésor.

Droit d'accise.

ART. 13.

Les tabacs indigènes, qu'ils soient destinés à être consommés par le planteur lui-même ou par autrui, sont passibles d'un droit d'accise perçu à raison de 80 centimes par kilogramme de tabac sec récolté.

Dans le but de sauvegarder les intérêts du Trésor, le planteur est soumis à une taxe de garantie calculée à raison de 5 centimes par plant de tabac.

ART. 14.

§ 1^{er}. — Tout planteur de tabac est tenu de faire au bureau des accises dans le ressort duquel les terres sont situées, une déclaration de culture indiquant la situation exacte de chaque plantation et le nombre de plants qui s'y trouvent.

§ 2. — Cette déclaration doit être faite avant le 1^{er} juin ou dans les huit jours de la plantation si celle-ci a eu lieu postérieurement à cette date; elle mentionne si le tabac récolté est destiné à la vente ou à la consommation du planteur. Le Ministre des Finances prescrit le modèle de cette déclaration.

§ 5. — Lorsqu'une culture est faite de telle manière que des clôtures, des récoltes ou d'autres obsta-

koop, na aftrek der aanvullende rechten, der boete en der kosten, wordt, gedurende drie jaar te rekenen van den verkoopdag, ter beschikking van den rechthebbende gehouden.

§ 3. — Indien het beschikbaar saldo binnen het bepaalde tijdvak niet wordt opgevorderd, komt het onherroepelijk aan den Staatsschat ten goede.

Accijnsrechten.

ART. 13.

Inlandsche tabak, dat zij weze bestemd om te worden verbruikt door den planter zelf, of door anderen, wordt onderworpen aan een accijnrecht, geheven op voet van 80 centiem per kilogram ingeoogste droge tabak.

Ter vrijwaring van de belangen der Schatkist wordt den planter eene waarborgtaxe opgelegd, berekend op voet van 5 centiem per tabaksplant.

ART. 14.

§ 1. — Ieder tabaksplanter is gehouden ten kantore der accijnzen in welks gebied de gronden gelegen zijn, eene teeltaangifte te doen, welke de nauwkeurige ligging van elke planterij en het getal tabaksplanten die zich daarop bevinden, aanduidt.

§ 2. — Deze aangifte moet gedaan worden voor 1^{en} Juni of binnen de acht dagen na het planten, indien dit na dien datum heeft plaats gehad; zij vermeldt of de geoogste tabak bestemd is tot verkoop of tot verbruik door den planter. De Minister van Financiën schrijft het model dezer aangifte voor.

§ 3. — Wordt eene teelt aldus gedaan dat afsluitingen, gewassen of anders hinderpalen beletten de-

cles empêchent de l'apercevoir de la voie publique, la déclaration doit en faire mention expresse et donner les indications voulues pour que les employés puissent trouver la plantation.

ART. 15.

§ 1^{er}. — La quantité de tabac résultant de la déclaration faite en exécution de l'article 14 est inscrite au nom du planteur dans un compte tenu par le receveur des accises. Cette quantité de tabac est calculée à raison de 1 kilogramme par 16 plants déclarés, sauf à opérer éventuellement la décharge visée au § 1^{er} de l'article 16.

Le Gouvernement peut, s'il le juge nécessaire, modifier la proportion indiquée à l'alinéa qui précède.

§ 2. — Au plus tard le 1^{er} décembre de l'année de la récolte, le planteur est tenu de déclarer la quantité de tabac *seg* réellement récoltée. La différence en plus existant éventuellement entre cette quantité et celle déjà inscrite au compte en vertu du § 1^{er}, est portée à ce compte comme prise en charge supplémentaire.

§ 3. — Une caution est exigée lorsque le montant de la taxe de garantie, augmentée éventuellement de celui des droits résultant de la prise en charge supplémentaire prévue au § 2, s'élève à plus de 100 francs.

§ 4. — Le compte doit être apuré au plus tard le 1^{er} août de l'année qui suit celle de la récolte.

§ 5. — Le Ministre des Finances

zelve van op den openbaren weg te bemerken, dan moet de aangifte zulks uitdrukkelijk vermelden en de noodige aanwijzingen verstrekken opdat de beambten de planterij kunnen vinden.

ART. 15.

§ 1. — De hoeveelheid tabak welke blijkt uit de in uitvoering van artikel 14 gedane aangifte, wordt geboekt op naam van den planter, in eene rekening door den ontvanger der accijnzen gehouden. Deze hoeveelheid tabak wordt berekend op voet van 1 kilogram per 16 aangegeven planten, behoudens desvoorkomend de bij § 1 van artikel 16, bedoelde afschrijving te doen.

De Regeering mag, indien zij dit noodig acht, de in het voorgaande lid aangeduide verhouding wijzigen.

§ 2. — Uiterlijk op 1 December van het oogstjaar is de planter gehouden de werkelijk ingeoogste hoeveelheid droge tabak aan te geven. Het verschil in meer dat desgevallend mocht bestaan tusschen deze hoeveelheid en diegene reeds op de rekening geboekt, krachtens § 1, wordt als aanvullende aanslag op deze rekening gebracht.

§ 3. — Borgtocht wordt vereischt wanneer het bedrag van de waarborgtaxe, des voorkomend verhoogd met dat van de rechten, welke voortspruiten uit den aanvulenden aanslag voorzien onder § 2, 100 frank overtreft.

§ 4. — De rekening moet uiterlijk op 1 Augustus van het jaar volgende op dat der inoogsting, aangezuiverd worden.

§ 5. — De Minister van Finan-

arrête le modèle du compte, en règle la tenue et fixe la manière dont il doit être apuré.

ART. 16.

§ 1^{er}. — Décharge partielle ou totale de l'impôt peut être accordée, en cas de dégâts occasionnés à la récolte.

Il en est de même lorsque le redevable a détruit lui-même sa plantation totalement ou partiellement. La partie détruite est exempte de l'impôt.

§ 2. — Le Ministre des Finances détermine les conditions à remplir et le mode à suivre pour l'obtention de cette décharge.

ART. 17.

Le tabac vert ne peut être transporté qu'en destination des séchoirs, greniers ou autres lieux de dépôt des planteurs.

ART. 18.

Le planteur est tenu, huit jours au moins avant tout enlèvement de tabac sec du lieu de dépôt, de remettre au receveur des accises du ressort le document destiné à couvrir la sortie de la marchandise; ce document doit mentionner, entre autres, la date à laquelle l'enlèvement aura lieu.

ART. 19.

Les tabacs indigènes non fabriqués sont admis en entrepôt fictif ou en entrepôt particulier aux conditions à déterminer par le Ministre des Finances.

ciën stelt het model der rekening vast, regelt het houden daarvan en bepaalt de manier waarop zij moet aangezuiverd worden.

ART. 16.

§ 1. — Gedeeltelijke of geheele afschrijving van de belasting mag verleend worden in geval van schade aan den oogst veroorzaakt.

Dit geldt ook wanneer de belastingsschuldige zelfs zijne planterij geheel of gedeeltelijk heeft vernield. Het vernielde gedeelte wordt van de belasting vrijgesteld.

§ 2. — De Minister van Financiën bepaalt de voorwaarden te vervullen en de regelen in acht te nemen tot het bekomen dezer afschrijving.

ART. 17.

Groene tabak mag slechts vervoerd worden met bestemming naar de drogerijen, zolders of andere bewaarplaatsen van de planters.

ART. 18.

Ten minste acht dagen vóór elken uitslag van droge tabak uit de bewaarplaats, is de planter gehouden aan den ontvanger der accijnzen van het gebied het bescheid over te leggen, dat den uitslag der koopwaar moet dekken; dit bescheid moet, onder meer, den datum vermelden waarop de uitslag zal geschieden.

ART. 19.

Inlandsche onbewerkte tabak wordt in fictief stapelhuis of in particulier stapelhuis toegelaten op de door den Minister van Financiën te bepalen voorwaarden.

ART. 20.

§ 1^{er}. — Les fabricants peuvent obtenir, moyennant caution, un crédit de six mois pour le paiement de l'accise.

§ 2. — Le terme de crédit prend cours à partir du dernier jour du mois pendant lequel les documents de prise en charge ont été délivrés.

§ 3. — Le Ministre des Finances détermine les modes de prise en charge et de décharge du compte de crédit-à-termes.

Circulation et détention des tabacs.

ART. 21.

§ 1^{er}. — Les tabacs non fabriqués ne peuvent être transportés d'un endroit à un autre du royaume que sous le couvert de documents valables, consistant, suivant le cas, en acquits d'entrée, quittances d'accise, passavants, passavants-à-caution, délivrés au nom du destinataire de la marchandise.

§ 2. — Le Gouvernement est autorisé à prendre les mesures nécessaires pour assurer la régularité de la détention ou du transport des tabacs non fabriqués.

Dispositions générales.

ART. 22.

Les dispositions générales de la loi du 26 août 1822, celles de la loi du 6 avril 1843 sur la répression de la fraude, celles de la loi du 4 mars 1846 sur les entrepôts et celles de la loi du 6 août 1849 sur le transit modifiée par les lois du 3 mars 1851 et du 1^{er} mai 1858,

ART. 20.

§ 1. — Mits borgtocht kunnen de fabricanten een krediet van zes maanden bekomen voor de betaling van den accijns.

§ 2. — De krediettermijn gaat in op den laatsten dag van de maand waarin de bescheiden van aanslag werden verstrekt.

§ 3. — De Minister van Financiën bepaalt de wijzen van aanslag en aanzuivering der rekening van krediet op termijnen.

Vervoer en voorhanden hebben van tabak.

ART. 21.

§ 1. — Onbewerkte tabak mag van de eene plaats van het Rijk naar de andere slechts vervoerd worden onder dekking van geldige bescheiden bestaande, naar het geval, uit invoerbewijzen, accijnskwijtschriften, geleibrieven, borggeleibrieven, uitgegeven ten name van den bestemming der koopwaar.

§ 2. — De Regeering wordt gemachtigd de noodige maatregelen te treffen om de regelmatigheid van het voorhanden hebben of van het vervoer der ongefabriceerde tabak te verzekeren.

Algemeene bepalingen.

ART. 22.

De algemeene bepalingen der wet van 26 Augustus 1822, diegene der wet van 6 April 1843 op de betoelaging der smokkelarij, die der wet van 4 Maart 1846 op de stapelhuisen en die der wet van 6 Augustus 1849 op den doorvoer, gewijzigd bij de wetten van 3 Maart 1851 en van

sont applicables aux planteurs, négociants, fabricants, débitants ou autres détenteurs de tabacs, en tant qu'elles ne sont pas modifiées par la présente loi.

ART. 23.

Le Gouvernement est autorisé à prendre des mesures spéciales de surveillance en vue d'assurer la perception des droits d'entrée, d'accise et de licence en matière de tabacs.

ART. 24.

Les planteurs, négociants, fabricants, débitants et entrepositaires sont responsables des contraventions commises dans les locaux leur servant de lieux de dépôt ou de fabrication.

ART. 25.

§ 1^{er}. — Les agents de l'Administration des contributions directes, douanes et accises sont chargés du recensement des plants de tabac sur pied; ces agents, de même que les employés assermentés de la commune, ont accès dans tous les endroits où sont cultivés des tabacs, dans les séchoirs, greniers ou autres lieux de dépôt des planteurs, ainsi que dans les locaux où s'exerce le commerce, la fabrication ou le débit des tabacs.

§ 2. — Toute opposition aux opérations prévues au présent article est considérée comme refus d'exercice.

1 Mei 1858, zijn toepasselijk op de planters, handelaars, fabricanten, slijters of andere personen die tabak voorhanden hebben, voor zooveel zij bij de tegenwoordige wet niet gewijzigd worden.

ART. 23.

De Regeering wordt gemachtigd buitengewone toezichtmaatregelen te treffen, om de heffing der invoer-, accijns- en vergunningsrechten in zake tabak te verzekeren.

ART. 24.

De planters, handelaars, fabricanten, slijters en entrepositarissen zijn aansprakelijk voor de overtredingen begaan in de plaatsen welke hun tot berging of bewerking van de tabak dienen.

ART. 25.

§ 1. De agenten van het Beheer der rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen zijn belast met de telling der te velde staande tabaksplanten; gemelde agenten, gelijk ook de beëdigde beambten der gemeente hebben toegang tot al de plaatsen waar tabak verbouwd wordt, tot de droogeesten, zolders of andere bergplaatsen, alsmede tot de lokalen waar tabakshandel, -bewerking of -slijterij wordt gedreven.

§ 2. — Alle verzet tegen de verrichtingen voorzien bij dit artikel wordt als verhindering van ambtsuitoefening beschouwd.

Pénalités.

ART. 26.

§ 1^{er}. — Est puni d'une amende égale au décuple des droits fraudés, le redevable qui omet de faire la déclaration de culture prescrite par l'article 14 ou qui indique inexactement dans cette déclaration le nombre de plants de tabac qu'il est tenu de soumettre à l'impôt. Cette amende ne sera pas inférieure à 200 francs si la plantation est faite de manière que des clôtures, des récoltes ou d'autres obstacles empêchent de l'apercevoir de la voie publique.

§ 2. — Les droits dus sur les plants de tabac non déclarés sont immédiatement exigibles.

§ 3. — Les dispositions qui précèdent sont applicables au redevable qui, avant d'avoir fait la déclaration prescrite par l'article 14, enlève tout ou partie des plants de tabac de sa culture pour les utiliser à la consommation.

§ 4. — Si les éléments manquent pour fixer le nombre de plants enlevés, celui-ci est établi sur le pied de 500 plants par are.

ART. 27.

§ 1^{er}. — Tout transport ou toute détention de tabacs non couverts par des documents valables entraîne l'application des articles 19 et 22 à 25 de la loi du 6 avril 1843 sur la répression de la fraude.

§ 2. — Les substitutions, manquants, excédents ou autres irrégularités de cette nature, constatés

Straffen.

ART. 26.

§ 1. — Wordt gestraft met eene boete gelijk aan het tienvoudig bedrag der ontdoken rechten, de schatplichtige die verzuimt de bij artikel 14 voorgeschreven teeltaangifte te doen, of die in deze aangifte het getal der tabaksplanten die hij aan de belasting moet onderwerpen, onnauwkeurig opgeeft. Deze boete bedraagt niet minder dan 200 frank indien de beplanting derwijze is gedaan dat afsluitingen, gewassen of andere hinderpalen beletten dezelve van op den openbaren weg te bemerken.

§ 2. — De rechten verschuldigd wegens niet aangegeven tabaksplanten zijn onmiddellijk invorderbaar.

§ 3. — Voorgaande bepalingen zijn toepasselijk op den schatplichtige die, vooraleer de bij artikel 14 opgelegde aangifte te hebben gedaan, al de tabaksplanten of een gedeelte der tabaksplanten van zijne teelt wegneemt om ze tot verbruik aan te wenden.

§ 4. — Ontbreken de gegevens om het getal der weggenomen planten vast te stellen, dan wordt dit berekend op voet van 500 planten per are.

ART. 27.

§ 1. — Elk vervoer of voorhanden hebben van tabak niet gedekt door geldige bescheiden brengt toepassing mede van artikelen 19 en 22 tot 25 der wet van 6 April 1843 op de betengeling der smokkelarij.

§ 2. — De in de plaatsstellingen, tekorten, overschotten of andere soortgelijke onregelmatigheden van

lors de l'enlèvement des tabacs, en cours de transport ou à destination, tombent sous le coup de l'article 22 de la loi du 6 août 1849 sur le transit.

§ 3. — Toute contravention aux dispositions du § 2 de l'art. 5 de la loi du 17 avril 1896 est punie de la confiscation des tabacs trouvés dans les magasins, fabriques ou débits, et d'une amende égale au double droit de licence exigible.

§ 4. — Si le recensement des séchoirs, des entrepôts fictifs ou des entrepôts particuliers révèle un manquant ou un excédent dépassant 20 p. c. de la balance du compte, il est dû une amende égale au décuple du droit d'accise afférent au manquant ou à l'excédent.

Toute la quantité trouvée en trop est, en outre, inscrite au débit du compte.

ART. 28.

§ 1^{er}. — Tout refus d'exercice et toute contravention pour laquelle il n'est pas édicté d'amende par une disposition spéciale de la présente loi sont punis d'une amende de 1,000 à 5,000 francs.

§ 2. — Indépendamment des amendes encourues, les droits fraudés sont toujours exigibles; les tabacs et éventuellement les ustensiles sont saisis et confisqués.

ART. 29.

§ 1^{er}. — Les personnes dénommées à l'art. 251 de la loi générale

dien aard, bij de wegneming van de tabak, tijdens het vervoer, of ter bestemming vastgesteld, vallen onder toepassing van artikel 25 der wet van 6 Augustus 1849 op het vervoer.

§ 3. — Elke overtreding van de bepalingen van § 2 van artikel 5 der wet van 17 April 1896 wordt gestraft met verbeurdverklaring van de tabak gevonden in de magazijnen, fabrieken of slijterijen, en met eene boete gelijk aan het dubbel invorderbaar vergunningsrecht.

§ 4. — Doet de opneming in de drooggeesten, fictieve of particuliere stapelhuizen een tekort of een overschot ontdekken dat 20 %, van de balans der rekening overtreft, dan is eene boete verschuldigd gelijk aan het tienvoudig bedrag van het accijsrecht in verband met het overschot of het tekort.

Gansch de te veel bevonden hoeveelheid wordt, daarenboven, op het debiet van de rekening geboekt.

ART. 28.

§ 1. — Elke verhindering van ambtsuitoefening, en alle overtreding, waarvoor geene boete wordt voorzien bij een bijzondere bepaling dezer wet, worden gestraft met eene boete van 1,000 tot 5,000 frank.

§ 2. — Benevens de beloopte boeten, zijn de gesloken rechten steeds opvorderbaar; de tabak en desgevallend de gereedschappen worden in beslag genomen en verbeurd verklaard.

ART. 29.

§ 1. — De onder artikel 251 der algemeene wet van 26 Augus-

du 26 août 1822 qui ont corrompu ou tenté de corrompre un employé de l'Administration, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un de leurs agents ou d'un tiers, sont passibles, outre les pénalités édictées par l'art. 252 du Code pénal, d'une amende de 10,000 francs au profit du Trésor.

ART. 30.

§ 1^{er}. — Les amendes ci-dessus sont doublées en cas de deuxième infraction constatée dans les trois ans, alors même que le contrevenant aurait été admis à arrêter par transaction les suites du premier procès-verbal. Il en sera de même lorsque les faits se passent dans un local non compris dans la déclaration de profession; dans ce cas il est encouru en outre un emprisonnement de 3 mois à 2 ans.

§ 2. — Les dispositions des articles 229 et 231 de la loi générale précitée sont applicables, le cas échéant, aux pénalités édictées par le présent article.

ART. 31.

Toute contravention aux mesures prises soit par le Gouvernement, soit par le Ministre des Finances, en exécution des prescriptions de la présente loi et non spécialement visée dans les articles qui précèdent, est punie d'une amende de 200 à 2,000 francs.

ART. 32.

Les dispositions de l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 concernant la

tus 1822 opgenoemde personen die eenen beambte van het Beheer, 't zij rechtstreeks, 't zij door bemiddeling van een hunner agenten of van eenen derden, ongekocht hebben of getracht hebben om te koopen, verbeuren, ongerekend de straffen bij art. 252 van het strafwetboek vastgesteld, eene boete van 10,000 frank ten bate der Schatkist.

ART. 30.

§ 1. — De hierboven voorziene boeten worden verdubbeld bij een tweede overtreding binnen de drie jaren vastgesteld, zelfs dan wanneer de overtreder werd toegelaten de gevolgen van het eerste proces-verbaal door een vergelijk te stuiten. Dit geldt ook, wanneer de feiten voorvallen in een lokaal dat in de aangifte van beroep niet begrepen is; in dit geval wordt daarenboven eene gevangenisstraf van 3 maanden tot 2 jaar beloopt.

§ 2. — De bepalingen van artikelen 229 en 231 van voormelde algemeene wet zijn desgevallend toepasselijk op de straffen bij het tegenwoordig artikel opgelegd.

ART. 31.

Elke overtreding van de maatregelen getroffen, 't zij door de Regeering, 't zij door den Minister van Financiën, in uitvoering van de voorschriften dezer wet, en niet bijzonder voorzien in de artikelen die voorafgaan, wordt gestraft met eene boete van 200 tot 2,000 frank.

ART. 32.

De bepalingen van artikel 9 der wet van 31 Mei 1888 betreffende de

condamnation conditionnelle ne sont pas applicables aux infractions prévues par la présente loi.

Dispositions transitoires.

ART. 53.

Tout détenteur de tabacs non fabriqués provenant de la récolte de 1918 ou de récoltes antérieures et qui n'ont pas acquitté le droit d'accise doit en faire la déclaration par écrit au bureau des accises du ressort endéans les huit jours, à partir de la mise en vigueur de la présente loi, et acquitter en même temps le droit de 80 francs par 100 kilogrammes.

Le Ministre des Finances prend les mesures d'exécution nécessaires pour assurer le paiement du droit visé à l'alinéa qui précède.

ART. 54.

Quiconque fournit des renseignements inexacts dans la déclaration prescrite par l'art. 53 ou omet de remettre cette déclaration dans le délai fixé, est puni d'une amende égale au décuple du droit fraudé, indépendamment de la confiscation des tabacs.

ART. 55.

Sont abrogés :

1° La loi du 17 avril 1896, à l'exception des chapitres III et IV et de l'art. 55 ;

2° L'art. 4 de la loi budgétaire du 28 décembre 1897 ;

3° L'art. 10 de celle du 31 décembre 1900.

voorwaardelijke veroordeeling zijn niet van toepassing op de overtredingen voorzien bij de tegenwoordige wet.

Over gangsbepalingen.

ART. 53.

Een ieder die onbewerkte tabak voortkomende van den oogst van 1918 of van vorige oogsten voorhanden heeft, en waarvan het accijsrecht niet betaald werd, moet daarvan schriftelijk aangifte doen ten kantore der accijnzen van het gebied, binnen de acht dagen, na het in werking treden dezer wet, en terzelfder tijd het recht van 80 frank per 100 kilogram betalen.

De Minister van Financiën treft de noodige uitvoeringsmaatregelen om de betaling van het recht bedoeld in het voorgaande lid te verzekeren.

ART. 54.

Alwie in de aangifte, voorgeschreven bij art. 53, onnauwkeurige inlichtingen verstrekt, of verzuimt binnen den gestelden tijd deze aangifte te doen, wordt gestraft met eene boete gelijk aan het tienvoudig bedrag van het gesloken recht, ongerekend verbeurdverklaring vande tabak.

ART. 55.

Worden afgeschaft :

1° De wet van 17 April 1896, uitgezonderd de hoofdstukken III en IV van den art. 55 ;

2° Art. 4 van de begrootingswet van 28 December 1897 ;

3° Art. 10 dergene van 31 December 1900.

ART. 36.

La présente loi sortira ses effets à partir du 20 mars 1919.

Donné à Bruxelles, le 18 mars 1919.

ART. 36.

Deze wet treedt in werking met ingang van 20 Maart 1919.

Gegeven te Brussel, den 18 Maart 1919.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,*

Van 's Konings wege :

*De Eerste Minister,
Minister van Financiën,*

LÉON DELACROIX.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 MAART 1919.

Wetsontwerp

tot wijziging van het fiscaal stelsel van de tabak

Memorie van Toelichting

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp dat ik de eer heb in te dienen, heeft niet enkel ten doel aan de Schatkist hulpbronnen te verschaffen en tevens eene billijke toepassing van de belasting te verzekeren, het streeft er ook naar verscheidene misbruiken te doen verdwijnen, waarvan de eerlijke handel het slachtoffer is, en waarover hij te recht klaagt.

INVOERRECHTEN.

Overeenkomstig het thans van kracht zijnde Toltarief, zijn de op de tabak toepasselijke invoerrechten vastgesteld als volgt :

Onbewerkte tabak.

Gestroopte	per 100 kilogr. . . . fr.	75.00 (1)
Andere	— 100 — . . . »	53.00 (1)

Bewerkte tabak.

Sigaren en sigaretten. . .	per 100 kilogr. . . . fr.	600.00
Andere	— 100 — . . . »	120.00

Voormelde rechten vertegenwoordigen slechts een gering percentage van de prijzen welke de tabak op 't huidige uur bereikt; zij zijn niet meer voldoende om aan de Staatskas de inkomsten te verschaffen, welke men recht-

(1) Buiten het tolrecht is de uitheemsche onbewerkte tabak onderworpen aan een accijnsrecht van 15 frank de 100 kilogr.

matig van eene dergelijke belasting vergen mag. Diensvolgens, wordt door de Regeering voorgesteld de grondslagen daarvan te wijzigen.

Met de tarifeering der tabak naar het gewicht doet zich dit bezwaar vóór, dat de belasting niet genoeg trapsgewijze klimt. Zeker kan zulk verwijt gedaan worden ten aanzien van al de specifieke rechten; maar voor vele dezer kan dit gebrek, ten minste gedeeltelijk, verbeterd worden door invoering van verschillende onderverdeelingen bepaald naar de hoedanigheid der voortbrengselen en den graad van bewerking, derwijze dat eene aannemelijke waardeverhouding bereikt wordt.

Integendeel, zou voor tabak het tot stand brengen van eene gedetailleerde reeks onderverdeelingen zeer bezwaarlijk zijn. Eenige groote verdeelingen zijn gansch natuurlijk aangewezen, maar voor elke dier rubrieken zou de tussehenrangschikking ontbreken daar de verhouding van waarde tot gewicht niet standvastig is. De prijs van de sigaar, van de sigaret, onder andere, verandert bij gelijkheid van gewicht, van het eenvoudige tot het tienvoudige en ook nog veel meer.

Deze overwegingen rechtvaardigen eene wijziging in den grondslag van het recht. Men kan ze verwezenlijken door omzetting van de specifieke belasting in eene belasting naar de waarde, deze hervorming gaande, wel te verstaan, gepaard met eenen hooger en aanslag dan vroeger.

Ten aanzien van het nieuwe recht voor de inlandsche tabak voorgesteld, schijnt de aanslag der buitenlandsche tabak op voet van 50 t. h. der waarde niet te hoog. Dit is het bedrag van het recht aangeduid bij artikel één van het wetsontwerp.

Maar de omzetting en de verhooging van het recht zouden slechts op zeer onvolmaakte wijze toelaten het beoogde doel te bereiken, indien niet te gelijktijd maatregelen werden getroffen ter beteugeling van gebeurlijke smokkelarij. Hoe hooger de rechten zijn, des te meer hebben de sluikhandelingen neiging om zich te vermenigvuldigen en des te meer ook dienen de middelen uitgebreid, die van aard zijn om dezelve te bedwingen.

De belangen van den eerlijken handel, evenmin als die van den Staat, staan hier op het spel. De handelaars op wier manier van optreden niets te zeggen valt, behooren niet op slinksche wijze in de luren te worden gelegd door hunne mededingers die met op de rechten te speculeeren er toe zouden geraken zich in veel voordeeler voorwaarden te bevoorraden. De wet die voor allen gelijk is, mag aan zulke onrechtmatigheid de hand niet leenen.

De voorzorgen in dien zin voor de tabak ontworpen, houden verband met een dubbel oogmerk: eenerzijds, smokkelarij te voorkomen door de aangevers te verplichten zich meer tegenover den toldienst te binden, derwijze dat hunne schuldigheid, in geval van bedrog, meer aan het licht kome, en hen aldus aan eene meer onmiddellijke en meer gegronde beteugeling blootstelt; anderzijds, de werking van den toldienst te versterken, terwijl ook de rechten van de invoerders worden behartigd, zulks ten einde elke buitensporigheid en elke willekeur, zoowel vanwege den fiscus, als vanwege den schatplichtige, te beletten.

Door artikel 2 worden den invoerder twee verplichtingen opgelegd: die

welke op den bestemming rust om, tot staving der tolaangifte, een echt verklaard afschrift der rekening welke op de tabak betrekking heeft, in te dienen, en ook die van, desnoods, meer volmaakte bewijzen te verstrekken door overlegging der oorspronkelijke rekeningen en der handelsboeken en -briefwisseling.

De eerste verplichting mag niet als overdreven worden beschouwd, daar talrijke aangevers reeds de gewoonte hebben, voor de naar de waarde belaste goederen, aan den toldienst, de rekeningen over te leggen, die op de zendingen betrekking hebben.

Nochtans kunnen zich gevallen voordoen waarin de overhandiging van rekeningen onmogelijk of bezwaarlijk zou zijn, namelijk wanneer de bestemming ter tabak in het buitenland bestendige bergplaatsen bezit, en gedeelten tabak aan zich zelve doet opzenden, of ook wanneer het kleine hoeveelheden tabak geldt, ingevoerd door particulieren die dan toch wel zouden te verontschuldigen zijn omdat zij niet in het bezit van rekeningen zijn. Artikel 2 houdt rekening met dergelijke gebeurlijkheden doordat het den Minister van Financiën machtigt om de uitzonderingen te verleenen, welke hij zal noodig achten.

De gebeurlijke nasporingen in de handelsboeken en -briefwisseling, voorzien bij de slotbepaling van artikel 2, zijn niet als eene nieuwigheid te beschouwen. De wet van 1^{er} September 1913 op de werkelijke inkomsten en winsten behelst, onder artikel 11, eene bepaling waarbij soortgelijke contròlemachtigingen verleend worden.

Onder art. 3 worden straffen bepaald wegens de indiening van onjuiste rekeningen en wegens het gebruik van andere sluikmiddelen tot vervalsching of verheling der waarde die in de aangifte dient vermeld. Dit artikel laat ook toe de pleegvormen der vertolling te schorsen, wanneer de belanghebbenden weigeren de gevorderde bewijzen te verstrekken. Is de aangifte niet door de vereischte waarborgen gestaafd, dan wordt zij voor niet bestaande gehouden en mogen, diensvolgens, de goederen desnoods geplaatst worden onder regiem van Hoofdstuk XII der algemeene wet van 26 Augustus 1822.

Welke ook de waarborgen zijn waarmee artikelen 2 en 3 de aangifte omringen, toch mag niet vergeten worden, dat de belastbare waarde die is der goederen in 't groot, vermeerderd met de kosten van verpakking en met de kosten van vervoer, van verzekering en van commissie tot op de plaats van vertolling. Dit is het beginsel, en de toldienst moet de toepassing er van verzekeren, dus zonder dat hij eenvoudig weg genoeg mag nemen met rekeningen, of zelfs met handelsboeken, waarvan de oprechtheid mogelijk niet volledig kan zijn.

Dit is de reden van invoeging in het wetsontwerp van de artikelen 4 tot 13, die, voor de tabak, een aangepast stelsel invoeren tot regeling der geschillen omtrent de aangegeven waarde.

Art. 4 herhaalt eene reeds nu van kracht zijnde bepaling voor de goederen belast naar de waarde; het geldt de beëindiging der geschillen door het indienen van aanvullende aangiften.

De volgende artikelen brengen aan de in zwang zijnde voorschriften

eenige nog al belangrijke wijzigingen : zij handhaven de schatting voor het vaststellen der betwiste waarden, maar schaffen de benadering af. Het was noodig te dien opzichte af te wijken van de gewone voorschriften, daar tabak eene koopwaar is die bijzondere zorgen vergt, welke de douane haar, bij gebreke van tijd en bevoegdheid, niet zou kunnen geven.

Ter vervanging der benadering, voorziet het ontwerp geldboeten wegens de onderschattingen, doch laat den eerlijken aangever genoeg gelegenheid om zich voor elke verassing te vrijwaren. Geene geldboete wordt inderdaad toegepast, wanneer de aanvullende waarde, vastgesteld door den toldienst, niet 10 % der aangegeven waarde bereikt.

En dan nog is de invoerder niet verplicht de waardebepaling der beambten van het onderzoek te aanvaarden. Het staat hem vrij de schatting te vereischen.

Artikel 7 regelt de samenstelling der colleges van schatting, met de bezorgdheid om aan des zelve al de gewenschte vrijheid en gewichtigheid te schenken. De bemiddeling van een consulaire rechter, ingeval van oneenigheid tusschen de deskundigen, vergroot nog het vertrouwen dat de colleges zullen inboezemen.

Nochtans heeft de Regeering de rechten der invoerders tot het uiterste willen waarborgen, in dien zin, dat deze nog in verhaal kunnen komen bij den Raad voor betwiste zaken telkenmale dat, ingevolge de beslissingen van het college, de Minister van Financiën, of, bij machtiging, de provinciale bestuurder, geldboeten mochten toepassen, die overdreven zouden geacht worden.

Opdat de handelsverrichting, noch door de vereischte schattingen, noch om andere redenen in verband met de vereffening der geschillen zou belemmerd zijn, wordt door artikel 11 de bevoegdheid verleend tot dadelijke bevrijding der goederen mits borgstelling, tenzij de waarde later niet meer behoorlijk zou kunnen vastgesteld worden door middel van stalen of op zicht van slechts een gedeelte der aangegeven hoeveelheden.

Ten slotte behelst artikel 12 de noodige bepalingen om van ambtswege de geschillen te beëindigen die door de schuld der invoerders zonder oplossing blijven. In dit geval, mogen de goederen verkocht worden tot dekking van het bedrag der verschuldigde rechten, gelboete en kosten, maar het beschikbare overschot moet gedurende drie jaar ter beschikking van den rechthebbende gehouden worden.

* * *

Het is niet mogelijk, zelfs met benadering, de inkomstenverhooging te ramen, die uit het nieuw voorgesteld recht voortvloeien moet. Deze verhooging is afhankelijk van het cijfer van den toekomstigen invoer, en ook van den loopenden marktprijs.

Ten titel van inlichting, geeft men hierna de cijfers die op den invoer van tabak (bewerkte en onbewerkte) gedurende het jaar 1913 betrekking hebben :

Ingevoerde hoeveelheden	kil.	9,643,000
Geïnde rechten (met inbegrip van het accijnsrecht van		

15 frank de 100 kil. op de onbewerkte tabak	fr. 7,831,000
Geraamde of aangegeven waarden	fr. 19,033,000

Ten aanzien van het verband dat tusschen het nieuw invoerrecht op de buitenlandsche tabak en het nieuw accijsrecht op de binnenlandsche tabak zal bestaan, merkt men op dat, op grond van de thans loopende marktprijzen, die zonder twijfel niet meer tot de prijzen van vóór den oorlog zullen dalen, het recht van 50 t. h. der waarde eene ruime bescherming ten voordeele van onze inlandsche planters uitmaken zal.

Daar, anderzijds, de voorgestelde *taxe op dewaarde*, toepasselijk is op de grondstof (onbewerkte tabak) en op de fabricatie voor rechtstreeksch verbruik (sigaren, sigaretten en andere bewerkte tabak) zal zij veel meer deze laatste treffen, doordat hunne waarde aanzienlijk grooter is dan die der onbewerkte tabak; hieruit volgt, dat ook aan de Belgische fabrikanten van tabak, sigaren en sigaretten, eene voldoende tolbescherming zal geschonken worden.

ACCIJSRECHTEN.

Sedert zijne vestiging in 1896, werd het accijsrecht op de inlandsche tabak achtereenvolgens geheven naar de verbouwde oppervlakte en naar het getal planten.

Door meer hedendaagsche denkbeelden geleid, heeft de wet van 17 April 1896 de belasting uitsluitend op de bekomen opbrengst geschoven, het is te zeggen op de gedroogde tabak, die belast werd met een recht van 15 frank per 100 kilogram; het accijsrecht op de teelt werd afgeschaft.

Deze handelwijze ontsloeg den planter van de belasting, die nog slechts door den aankoper van de tabak verschuldigd was; zij liet het gebruik van stapelhuizen toe en vooral belastte zij niet langer de vermoedelijke, doch wel de werkelijke opbrengst. Maar hier rees nu de hoofdvraag: te weten de ontduikingen te voorkomen, die slechts geheel konden belet worden door eene belasting gevestigd van den oorsprong af. Vandaar een hoogst ingewikkeld toezicht op het tabaksvervoer en eene reeks maatregelen waarvan gebleken is, dat zij niet afdoende waren.

Uit deze ondervinding is eene oplossing gesproten, die alle voordeelen bezit: de versmelting van de twee stelsels van vaststelling, nadat zij nochtans van hunne door de praktijk bevonden gebreken ontdaan zijn. Het ontwerp verwezenlijkt deze opvatting. Het recht blijft voort door den aankoper van de tabak verschuldigd op de opbrengst, maar het wordt van den aanvang af gewaarborgd door een voorloopigen aanslag op de teelt.

De planter, dit is degene die de belastbare stof schept en alleen daarvoor zorg draagt, wordt verantwoordelijk gesteld tegenover den fiscus voor de bestemming die hij aan de tabak geeft. Niets is redelijker.

Eene moeilijkheid doet zich nochtans voor, want het vaststellen en het berekenen van deze verantwoordelijkheid dient gedaan van den beginne af, 't zij dus vóór het drogen van de tabak. Op ééne wijze slechts kan dit bezwaar overwonnen worden: door tot een wettelijk vermoeden de toevlucht te nemen.

Dit bestaat hierin dat zestien planten geacht worden één kilogram droge tabak op te leveren, eene verhouding die den meesteischenden planter moet voldoening geven, en die overigens den toets der ervaring zal doorstaan.

Hiertegen zal men aanvoeren, dat omstandigheden zich kunnen voordoen van aard om dit quantum te verminderen, en alsdan ware de planter aansprakelijk voor de rechten op eene hoeveelheid tabak die nimmer zou bestaan hebben. De opwerping werd voorzien. Artikel 15 verleent trouwens geheele of gedeeltelijke ontheffing van de belasting bij onvoldoende opbrengst, wanneer de goede trouw van den planter niet kan betwijfeld worden. Daardoor verdwijnt nog een der bezwaren waarover met reden werd geklaagd onder de vroegere wetgeving, die ontheffing van belasting slechts dan voorzag wanneer de beplanting geheel vernield was, en die met gedeeltelijke verliezen geen rekening hield.

De aanspakeijkheid van den planter doet te niet het hoofdbezwaar van het stelsel van 1891 : de gemakkelijke onttrekking van tabak aan de belasting. Dienvolgens vormen de contrôlemaatregelen op het vervoer den grondslag niet meer van het toezicht en werd het mogelijk dezelve tot een minimum terug te brengen. Dit outdoet de wet van 1896 van de belemmeringen welke hare toepassing aan den handel moest veroorzaken.

Een andere wijziging drong zich op. Tot heden toe bestond, voor eene zekere hoeveelheid tabak, voorbehouden tot $\frac{2}{3}$ planters huishoudelijk verbruik, vrijstelling van accijnsrecht. Ongewettigd voorrecht, strijdig met de gelijkheid van allen voor de belasting, dat tot bedrog aanzette en dikwijls scherp gehekeld werd : het komt in het ontwerp niet meer voor.

Eindelijk wordt eene oorzaak van kwelling vermeden. Eertijds was onze landelijke bevolking verbitterd omdat het minste tekort in de aangifte aanleiding gaf tot proces-verbaal en tot vervolgingen. Dit komt niet langer voor onder toekomend stelsel. Proces-verbaal wordt niet meer opgemaakt wanneer de overtredingen niet a priori uit eenig bedriegelijk oogmerk voortspruiten. Het geschil wordt alsdan langs bestuurlijken weg beslecht en kan desvoor-komend enkel tot eene tuchtboete aanleiding geven, in plaats van de door de wet voorziene straffen.

Zooals men ziet, wordt de aan den planter opgelegde waarborg getemperd door verzachtingen en gemakkelijkheden, die zoover mogelijk reiken. Wanneer geen bedrog in spel is, zal hij nooit iets anders dan eene zuivers formaliteit uitmaken, doch de fiscus zal gewapend wezen tegen alle pogingen tot bedrog.

De Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.



PROJET DE LOI
modifiant le régime fiscal du tabac.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de notre Premier
Ministre, Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Premier Ministre, Ministre
des Finances, présentera en Notre
nom, aux Chambres législatives, le
projet de loi dont la teneur suit :

Droits d'entrée.

ARTICLE PREMIER.

Les tabacs de toute espèce sont
soumis à un droit d'entrée de 50 p. c.
ad valorem.

Ce droit est calculé sur la valeur au
lieu d'origine ou de fabrication, c'est-
à-dire, sur la valeur normale en gros,
augmentée des frais d'emballage et des
frais de transport, d'assurance et de
commission jusqu'au lieu de dédoua-
nement.

ART. 2.

§ 1^{er}. — La valeur mentionnée dans
la déclaration doit être justifiée :

1^o Sauf les exceptions que le Minis-

WETSONTWERP
tot wijziging van het fiscaal stelsel
van de tabak.

Albert,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toeko-
menden, Heil!*

Op de voordracht van Onzen Eers-
ten Minister, Minister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BE-
SLUITEN :

Onze Eerste Minister, Minister van
Financiën, zal, in Onzen naam, bij de
Wetgevende Kamers, het wetsontwerp
indienen waarvan de inhoud volgt :

Invoerrechten.

ARTIKEL ÉÉN.

De tabak van alle soort wordt aan
een invoerrecht van 50 t. h. der
waarde onderworpen.

Dit recht wordt berekend volgens
de waarde ter plaatse van oorsprong
of van vervaardiging, dat wil zeggen
volgens de normale waarde in 't groot,
vermeerderd met de kosten van ver-
pakking en met de kosten van vervoer,
van verzekering en van commissie tot
op de plaats van vertolling.

ART. 2.

§ 1. — De waarde vermeld in de
aangifte dient te worden bewezen :

1^o Behoudens de uitzonderingen

tre des Finances juge convenir, par la production d'une copie de la facture se rapportant aux tabacs importés, cette copie devant être certifiée conforme par l'expéditeur et par le destinataire, même quand celui-ci charge un mandataire des formalités de dédouanement.

2° Si la douane le requiert, par l'exhibition de la facture originale et, au besoin, par celle des livres et correspondances commerciales, tant du déclarant que, le cas échéant, du destinataire. Toutefois, les recherches dans les livres ou correspondances ne peuvent avoir lieu que sur autorisation spéciale du Directeur provincial des contributions directes, douanes et accises, et par les soins de fonctionnaires du grade de contrôleur au moins.

§ 2. — Même après la libération des marchandises et pendant un an à partir de la date de la déclaration, les recherches dans les livres et correspondances peuvent être effectuées par l'Administration et ce avec les mêmes effets, au regard des pénalités édictées par l'article 3, que si elles avaient été pratiquées au cours du dédouanement.

§ 3. — Celui qui est obligé légalement à tenir une comptabilité et des livres est présumé les avoir en sa possession.

ART. 3.

§ 1^{er}. — A défaut par les intéressés de produire les justifications ou de laisser effectuer les recherches visées à l'article 2, la douane peut suspendre l'accomplissement des formalités et, au besoin, faire placer les marchandises, comme si elles n'étaient pas déclarées, sous le régime du chapi-

welke de Minister noodig acht, door indiening van een afschrift der rekening die op de ingevoerde tabak betrekking heeft, dit afschrift dienende door den bestemmeling echt te worden verklaard, zelfs wanneer laatstgemelde eenen gevolmachtigde met de pleegvormen der vertolling belast.

2° Indien de toldienst het vereischt, door vertoon der oorspronkelijke rekening en, desnoods, door dat der boeken en briefwisseling van koophandel, zoowel van den aangever als, desgevallende, van den bestemmeling. Nasporingen in de boeken of briefwisseling mogen echter alleen gedaan worden mits een bijzondere machtiging van den provincialen Bestuurder der rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen, en door de zorgen van ambtenaren hebbende ten minste den graad van controleur.

§ 2. — Zelfs nadat de goederen zijn vrijgegeven en gedurende één jaar ingaande met de dagteekening der aangifte, kunnen de nasporingen in de boeken en briefwisseling door het Bestuur worden gedaan, en zulks met de ze fde gevolgen, ten aanzien der onder artikel 3 bepaalde straffen, alsof zij tijdens de vertolling plaats grepen.

§ 3. — Degene die wettelijk verplicht is eene comptabiliteit en boeken te houden, wordt geacht dezelve in zijn bezit te hebben.

ART. 3.

§ 1. — Worden de bewijsstukken door de belanghebbenden niet verstrekt, of laten deze de onder artikel 2 bedoelde nasporingen niet verrichten, kan de toldienst de vervulling der pleegvormen schorsen, en, desnoods, de goederen, alsof zij niet aangegeven waren, onder regiem van Hoofd-

tre XII de la loi générale du 26 août 1822.

§ 2. — Si l'Administration établit, au moyen d'éléments certains, que la copie de facture dont il est question à l'article 2 ne correspond pas à l'original ou que le destinataire s'est entendu avec le vendeur pour fixer des prix fictifs dans le but d'induire la douane en erreur, la confiscation de la marchandise est prononcée.

En outre, le destinataire, ainsi que son mandataire éventuel si celui-ci s'est rendu complice de son commettant, encourrent une peine d'emprisonnement de huit jours à un mois et, solidairement, une amende égale au décuple des droits fraudés.

Les peines prévues à l'alinéa qui précède sont encourues par le mandataire s'il s'est livré, à son profit exclusif et à l'insu de son commettant à des manœuvres frauduleuses en vue d'altérer ou de dissimuler la valeur exacte à comprendre dans la déclaration.

ART. 4.

Si la valeur déclarée est jugée insuffisante par la douane, celle-ci a le droit de réclamer une déclaration supplémentaire jusqu'à concurrence de la valeur déterminée par elle.

La demande de l'Administration est notifiée par écrit au déclarant par le contrôleur des douanes.

ART. 5.

§ 1^{er}. — L'importateur qui souscrit la déclaration supplémentaire réclamée acquitte immédiatement le surplus des droits dus.

s'tuk XII der algemeene wet van 26 Augustus 1822 doen plaatsn.

§ 2. — De koopwaar wordt verbeurd verklaard wanneer het Bestuur, door middel van stellige gegevens, bewijst, dat het rekeningsafschrift, waarvan sprake onder artikel 2, niet met het oorspronkelijk stuk overeenstemt, of dat de bestemming zich met den verkooper heeft verstaan om, tot misleiding van den toldienst, verzonnen prijzen vast te stellen.

Bovendien verbeuren de bestemming, alsmede zijn mogelijke gevolgmachtigde, indien deze zich met zijnen lastgever medeplichtig heeft gemaakt, eene gevangenisstraf van acht dagen tot één maand en, solidairelijk, eene geldboete gelijk aan tienmaal de gesloten rechten.

De gevolmachtigde belooft de onder het voorgaand lid voorziene straffen wanneer hij, uitsluitend ten eigen bate en buiten medeweten van zijnen lastgever, bedrieglijke handelingen heeft gepleegd om de juiste, in de aangifte aan te duiden waarde te valschen of te verhelen.

ART. 4.

Wordt de aangegeven waarde door den toldienst te laag geacht, zoo heeft deze het recht om een aanvullende aangifte te vorderen tot beloop van de waarde vastgesteld door den gemelden dienst.

De controleur der douanen geeft den aangever schriftelijk bericht van de vordering van het Beheer.

ART. 5.

§ 1. — De invoerder die de gevorderde aanvullende aangifte onderschrijft, betaalt onmiddellijk de verschuldigde verhooging van rechten.

§ 2. — Il n'encourt aucune pénalité si le supplément de valeur n'atteint pas 10 p. c. de la valeur primitive-ment déclarée. Dans le cas contraire, il est passible d'une amende, qui ne peut dépasser le quintuple des droits fraudés.

ART. 6.

Si l'importateur refuse de souscrire, dans les cinq jours après la notification prévue par l'article 4, la déclaration supplémentaire réclamée, le litige est porté devant le collège créé par l'article 7.

ART. 7.

§ 1^{er}. — Il est institué, dans chacun des chefs-lieux de province, un collège d'expertise chargé de statuer, en cas de litige, sur la valeur des tabacs importés.

Des échantillons cachetés par le déclarant et par la douane lui sont soumis, avec le procès-verbal de la contestation et le mémoire ou toutes pièces justificatives que la douane ou l'importateur ont la faculté d'y joindre.

§ 2. — Le collège est composé de deux experts désignés l'un par le déclarant, l'autre par le chef local de la douane du chef-lieu.

Si les experts ne se mettent pas d'accord sur la fixation de la valeur des tabacs, il est adjoint au collège un juge consulaire, à désigner par le Président du Tribunal de commerce sur requête du chef local de la douane.

§ 3. — Les experts doivent être

§ 2. — Hij belooft geene straf indien de waardeverhooging niet 10 t. h. van de oorspronkelijk aangegeven waarde bereikt. In het tegenovergestelde geval, is hij strafbaar met eene geldboete die het vijfvoudig bedrag der ontdoken rechten niet mag overtreffen.

ART. 6.

Wanneer de invoerder weigert binnen de vijf dagen na de onder artikel 4 voorziene kennisgeving, de gevorderde aanvullende aangifte te onderschrijven, wordt het geschil gebracht voor het College ingesteld bij artikel 7.

ART. 7.

§ 1. — In elke provinciehoofdplaats wordt een College van schatting ingesteld dat, in geval van geschil, gelast is uitspraak te doen omtrent de waarde der ingevoerde tabak.

Stalen, gezegd door den aangever en door den toldienst, worden aan dit College voorgelegd met het proces-verbaal van het geschil en met de memorie of alle bewijsstukken welke de toldienst of de invoerder de vrijheid hebben daarbij te voegen.

§ 2. — Het College is samengesteld uit twee deskundigen, welke de eene door den aangever en de andere door den plaatselijken toloverste der hoofdplaats worden aangewezen.

Wanneer de deskundigen het niet eens worden omtrent de waardebe-
paling der tabak, wordt aan het College een consulaire rechter toegevoegd, die, op verzoek van den plaatselijken toloverste, door den Voorzitter der rechtbank van koophandel wordt aangewezen.

§ 3. — De deskundigen dienen te

choisis en tenant compte des restrictions spécifiées par les articles 44, 283 et 310 du Code de procédure civile.

§ 4. — Avant d'entrer en fonctions, les experts prêtent, devant le Président du Tribunal de première instance, le serment suivant :

« Je jure de me prononcer sur les
» affaires qui me sont soumises en
» toute conscience, sans acception de
» personne et d'après les dispositions
» de la loi, et de garder le secret sur
» toutes constatations se rattachant
» aux litiges. »

Un arrêté royal fixe la rémunération des experts.

§ 5. — Les frais d'expertise sont à charge de la partie succombante.

Quand une déclaration comprend différents postes sujets à contestations et qu'il y est attribué par le collège des estimations différentes, les unes favorables, les autres défavorables à chacune des parties, les frais sont répartis à charge de l'une et de l'autre au prorata des valeurs admises.

ART. 8.

§ 1^{er}. — Si le collège constate l'exactitude de la valeur déclarée par l'importateur, il est alloué à celui-ci, sauf le cas où la marchandise a été libérée sous caution conformément aux dispositions de l'article 11, une indemnité de retard sur le pied de l'article 244 de la loi générale du 26 août 1822, calculée au prorata du nombre de jours courant à partir de la

worden gekozen met inachtneming der voorbehoudingen bepaald bij artikelen 44, 283 en 310 van het Wetboek van burgerlijke rechtspleging.

§ 4. — Alvorens hun ambt te aanvaarden, leggen de deskundigen, in handen van den Voorzitter der Rechtbank van eersten aanleg, den volgenden eed af :

« Ik zweer over de zaken die aan
» mijne beoordeeling worden onder-
» worpen, naar mijn geweten, zonder
» aanzien des persoons, en volgens
» de bepalingen der wet, uitspraak
» te doen, en omtrent al hetgeen in
» verband met de geschillen bekend
» mocht worden, het geheim te be-
» waren. »

Een Koninklijk besluit bepaalt de bezoldiging der deskundigen.

§ 5. — De kosten van schatting zijn ten laste van de verliezende partij.

Wanneer eene aangifte verschillende posten behelst, waaromtrent geschil is ontstaan, en daaraan door het College verschillende waarden worden toegekend, die de eene voordelig, de andere nadeelig zijn aan elk der partijen, worden de kosten verdeeld ten laste van de eene en van de andere partij naar evenredigheid van de aangenomen waarden.

ART. 8.

§ 1. — Indien door het College wordt vastgesteld dat de waarde, door den invoerder aangegeven, juist is, wordt aan laatstgemelde, behoudens het geval dat de koopwaar overeenkomstig de bepalingen van artikel 11 mits borgstelling vrij werd gegeven, eene vergoeding voor oponthoud toegekend, op voet van artikel 244 der algemeene wet van 26 Augustus

date de la notification dont il est question à l'article 4.

§ 2. — En cas de déclaration inexacte les droits d'entrée sont perçus sur la valeur déterminée par le collège.

§ 3. — Si, d'après la décision intervenue, la valeur des marchandises excède de 10 p. c. ou plus la valeur déclarée, l'importateur est passible d'une amende qui ne peut dépasser le décuple des droits fraudés.

§ 4. — Aucune amende n'est appliquée en cas de sous-évaluation n'atteignant pas 10 p. c.

ART. 9.

Le collège doit rendre sa décision dans les 15 jours de la naissance du litige quand les experts ont seuls à intervenir, et dans les 30 jours lorsque, par suite de désaccord entre les experts, un juge consulaire doit être appelé comme arbitre.

ART. 10.

§ 1^{er}. — Les amendes dont il est question aux articles 5 et 8 sont fixées en rapport avec la gravité des faits par le Ministre des Finances ou, dans les limites qu'il fixe, par le Directeur provincial, le recours en ce qui concerne la pénalité demeurant ouvert aux importateurs devant un Conseil du Contentieux institué auprès du Département des Finances.

§ 2. — Le Conseil du Contentieux est composé d'un président choisi parmi les magistrats de la Cour d'ap-

1822, berekend naar verhouding van het getal dagen ingaande met de dagteekening der kennisgeving waarvan sprake onder artikel 4.

§ 2. — Ingeval van onjuiste aangifte worden de invoerrechten geheven van de waarde door het College bepaald.

§ 3. — Indien, volgens de gewezen beslissing, de waarde der goederen met 10 t. h. of meer de aangegeven waarde overtreft, is de invoerder strafbaar met eene boete die het tienvoudig bedrag der gesloken rechten niet mag te boven gaan.

§ 4. — Geene boete wordt toegepast wanneer de te weinig aangegeven waarde niet 10 t. h. bereikt.

ART. 9.

Het College moet zijne beslissing vellen binnen de 15 dagen na het ontstaan van het geschil wanneer de deskundigen alleen moeten tusschenkomen, en binnen de 30 dagen, wanneer ten gevolge van oneenigheid tusschen de deskundigen, een consulaire rechter als scheidsman moet aangesteld worden.

ART. 10.

§ 1. — De boeten waarvan sprake onder artikelen 5 en 8 worden, volgens de gewichtigheid der zaak, vastgesteld door den Minister van Financiën, of, binnen de door hem bepaalde grenzen, door den provinciëlen Bestuurder, de invoerders hebbende het recht tegen de straf in verhaal te komen voor eenen Raad voor betwiste zaken, ingesteld bij het Ministerie van Financiën.

§ 2. — De Raad voor betwiste zaken bestaat uit eenen voorzitter gekozen onder de magistraten van het Hof van

pel de Bruxelles, d'un négociant en tabacs désigné par le Tribunal de Commerce de la même ville et d'un fonctionnaire du Département des Finances.

Les décisions du Conseil sont souveraines.

Un arrêté royal fixe la rémunération des membres du Conseil du Contentieux.

ART. 11.

Moyennant caution fournie à la satisfaction du receveur des douanes pour les droits supplémentaires réclamés et pour l'amende éventuellement due, l'importateur peut être autorisé à disposer de tout ou partie des tabacs en litige. Toutefois, cette autorisation n'est accordée que si la valeur peut être déterminée soit d'après des échantillons, soit au vu d'une partie seulement des marchandises.

ART. 12.

§ 1^{er}. — En cas de non-paiement des droits supplémentaires, de l'amende et des frais, au plus tard dans les cinq jours de la notification de la décision du collège, et sauf opposition signifiée dans le même délai au directeur provincial en vue du recours visé dans la finale de l'article 10, les marchandises peuvent être vendues par la douane.

Il en est de même si l'importateur, après avoir souscrit une déclaration supplémentaire, n'a pas effectué dans les cinq jours le paiement du surplus des droits dus et, le cas échéant, de l'amende.

§ 2. — Le produit de la vente, après

beroep te Brussel, uit eenen handelaar in tabak aangewezen door de Rechtbank van koophandel derzelfde stad, en uit eenen ambtenaar van het Departement van Financiën.

De beslissingen van den Raad zijn onherroepelijk.

Een koninklijk besluit bepaalt de bezoldiging der leden van den Raad voor betwiste zaken.

ART. 11.

Mits borgstelling ten genoeg van den tolontvanger voor de gevorderde aanvullende rechten en voor de desvoorkomend verschuldigde boete, kan aan den invoerder worden toegelaten geheel of gedeeltelijk te beschikken over de tabak waaromtrent geschil bestaat. Maar die toelating wordt slechts dan verleend, wanneer de waarde kan worden bepaald, hetzij volgens stalen, hetzij op zicht van een gedeelte slechts der goederen.

ART. 12.

§ 1. — Ingeval van niet betaling der aanvullende rechten, der boete en der kosten, ten laatste binnen de vijf dagen na de kennisgeving der beslissing van het College, en behoudens verzet beteekend binnen hetzelfde tijdsbestek aan den provincialen Bestuurder met het oog op het verhaal bedoeld in de slotbepaling van artikel 10, kunnen de goederen door den toldienst verkocht worden.

Hetzelfde geldt indien de invoerder, na eene aanvullende aangifte te hebben onderschreven, de verschuldigde verhoogde rechten en, bij voorkomend geval, de boete binnen de vijf dagen niet heeft betaald.

§ 2. — De opbrengst van den ver-

déduction des droits supplémentaires, de l'amende et des frais, est tenu à la disposition de l'ayant droit pendant trois années à partir du jour de la vente.

§ 3. — Si le solde disponible n'est pas réclamé dans le délai fixé, il est définitivement acquis au Trésor.

Droit d'accise.

ART. 13.

Les tabacs indigènes, qu'ils soient destinés à être consommés par le planteur lui-même ou par autrui, sont passibles d'un droit d'accise perçu à raison de 80 centimes par kilogramme de tabac sec récolté.

Dans le but de sauvegarder les intérêts du Trésor, le planteur est soumis à une taxe de garantie calculée à raison de 5 centimes par plant de tabac.

ART. 14.

§ 1^{er}. — Tout planteur de tabac est tenu de faire au bureau des accises dans le ressort duquel les terres sont situées, une déclaration de culture indiquant la situation exacte de chaque plantation et le nombre de plants qui s'y trouvent.

§ 2. — Cette déclaration doit être faite avant le 1^{er} juin ou dans les huit jours de la plantation si celle-ci a eu lieu postérieurement à cette date; elle mentionne si le tabac récolté est destiné à la vente ou à la consommation du planteur. Le Ministre des Finances prescrit le modèle de cette déclaration.

§ 3. — Lorsqu'une culture est faite de telle manière que des clôtures, des récoltes ou d'autres obsta-

koop, na aftrek der aanvullende rechten, der boete en der kosten, wordt, gedurende drie jaar te rekenen van den verkoopdag, ter beschikking van den rechthebbende gehouden.

§ 3. — Indien het beschikbaar saldo binnen het bepaalde tijdvak niet wordt opgevorderd, komt het onherroepelijk aan den Staatsschat ten goede.

Accijnsrechten.

ART. 15.

Inlandsche tabak, dat zij weze bestemd om te worden verbruikt door den planter zelf, of door anderen, wordt onderworpen aan een accijnrecht, geheven op voet van 80 centiem per kilogram ingeoogste droge tabak.

Ter vrijwaring van de belangen der Schatkist wordt den planter eene waarborgtaxe opgelegd, berekend op voet van 5 centiem per tabaksplant.

ART. 14.

§ 1. — Ieder tabaksplanter is gehouden ten kantore der accijnzen in welks gebied de gronden gelegen zijn, eene teeltaangifte te doen, welke de nauwkeurige ligging van elke planterij en het getal tabaksplanten die zich daarop bevinden, aanduidt.

§ 2. — Deze aangifte moet gedaan worden voor 1^{en} Juni of binnen de acht dagen na het planten, indien dit na dien datum heeft plaats gehad; zij vermeldt of de geoogste tabak bestemd is tot verkoop of tot verbruik door den planter. De Minister van Financiën schrijft het model dezer aangifte voor.

§ 3. — Wordt eene teelt aldus gedaan dat afsluitingen, gewassen of anders hinderpalen beletten de-

cles empêchent de l'apercevoir de la voie publique, la déclaration doit en faire mention expresse et donner les indications voulues pour que les employés puissent trouver la plantation.

ART. 15.

§ 1^{er}. — La quantité de tabac résultant de la déclaration faite en exécution de l'article 14 est inscrite au nom du planteur dans un compte tenu par le receveur des accises. Cette quantité de tabac est calculée à raison de 1 kilogramme par 16 plants déclarés, sauf à opérer éventuellement la décharge visée au § 1^{er} de l'article 16.

Le Gouvernement peut, s'il le juge nécessaire, modifier la proportion indiquée à l'alinéa qui précède.

§ 2. — Au plus tard le 1^{er} décembre de l'année de la récolte, le planteur est tenu de déclarer la quantité de tabac sec réellement récoltée. La différence en plus existant éventuellement entre cette quantité et celle déjà inscrite au compte en vertu du § 1^{er}, est portée à ce compte comme prise en charge supplémentaire.

§ 3. — Une caution est exigée lorsque le montant de la taxe de garantie, augmentée éventuellement de celui des droits résultant de la prise en charge supplémentaire prévue au § 2, s'élève à plus de 100 francs.

§ 4. — Le compte doit être apuré au plus tard le 1^{er} août de l'année qui suit celle de la récolte.

§ 5. — Le Ministre des Finances

zelve van op den openbaren weg te bemerken, dan moet de aangifte zulks uitdrukkelijk vermelden en de noodige aanwijzingen verstrekken opdat de beambten de planterij kunnen vinden.

ART. 15.

§ 1. — De hoeveelheid tabak welke blijkt uit de in uitvoering van artikel 14 gedane aangifte, wordt geboekt op naam van den planter, in eene rekening door den ontvanger der accijnzen gehouden. Deze hoeveelheid tabak wordt berekend op voet van 1 kilogram per 16 aangegeven planten, behoudens desvoorkomend de bij § 1 van artikel 16, bedoelde afschrijving te doen.

De Regeering mag, indien zij dit noodig acht, de in het voorgaande lid aangeduide verhouding wijzigen.

§ 2. — Uiterlijk op 1 December van het oogstjaar is de planter gehouden de werkelijk inge oogste hoeveelheid droge tabak aan te geven. Het verschil in meer dat desgevallend mocht bestaan tusschen deze hoeveelheid en diegene reeds op de rekening geboekt, krachtens § 1, wordt als aanvullende aanslag op deze rekening gebracht.

§ 3. — Borgtocht wordt vereischt wanneer het bedrag van de waarborgtaxe, desvoorkomend verhoogd met dat van de rechten, welke voortspruiten uit den aanvullenden aanslag voorzien onder § 2, 100 frank overtreft.

§ 4. — De rekening moet uiterlijk op 1 Augustus van het jaar volgende op dat der inoogsting, aangezuiverd worden.

§ 5. — De Minister van Finan-

arrête le modèle du compte, en règle la tenue et fixe la manière dont il doit être apuré.

ART. 16.

§ 1^{er}. — Décharge partielle ou totale de l'impôt peut être accordée, en cas de dégâts occasionnés à la récolte.

Il en est de même lorsque le redevable a détruit lui-même sa plantation totalement ou partiellement. La partie détruite est exempte de l'impôt.

§ 2. — Le Ministre des Finances détermine les conditions à remplir et le mode à suivre pour l'obtention de cette décharge.

ART. 17.

Le tabac vert ne peut être transporté qu'en destination des séchoirs, greniers ou autres lieux de dépôt des planteurs.

ART. 18.

Le planteur est tenu, huit jours au moins avant tout enlèvement de tabac sec du lieu de dépôt, de remettre au receveur des accises du ressort le document destiné à couvrir la sortie de la marchandise; ce document doit mentionner, entre autres, la date à laquelle l'enlèvement aura lieu.

ART. 19.

Les tabacs indigènes non fabriqués sont admis en entrepôt fictif ou en entrepôt particulier aux conditions à déterminer par le Ministre des Finances.

ciën stelt het model der rekening vast, regelt het houden daarvan en bepaalt de manier waarop zij moet aangezuiverd worden.

ART. 16.

§ 1. — Gedeeltelijke of geheele afschrijving van de belasting mag verleend worden in geval van schade aan den oogst veroorzaakt.

Dit geldt ook wanneer de belastingsschuldige zelfs zijne planterij geheel of gedeeltelijk heeft vernield. Het vernielde gedeelte wordt van de belasting vrijgesteld.

§ 2. — De Minister van Financien bepaalt de voorwaarden te vervullen en de regelen in acht te nemen tot het bekomen dezer afschrijving.

ART. 17.

Groene tabak mag slechts vervoerd worden met bestemming naar de drogerijen, zolders of andere bewaarplaatsen van de planters.

ART. 18.

Ten minste acht dagen vóór elken uitslag van droge tabak uit de bewaarplaats, is de planter gehouden aan den ontvanger der accijzen van het gebied het bescheid over te leggen, dat den uitslag der koopwaar moet dekken; dit bescheid moet, onder meer, den datum vermelden waarop de uitslag zal geschieden.

ART. 19.

Inlandsche onbewerkte tabak wordt in fictief stapelhuis of in particulier stapelhuis toegelaten op de door den Minister van Financien te bepalen voorwaarden.

ART. 20.

§ 1^{er}. — Les fabricants peuvent obtenir, moyennant caution, un crédit de six mois pour le paiement de l'accise.

§ 2. — Le terme de crédit prend cours à partir du dernier jour du mois pendant lequel les documents de prise en charge ont été délivrés.

§ 3. — Le Ministre des Finances détermine les modes de prise en charge et de décharge du compte de crédit-à-termes.

Circulation et détention des tabacs.

ART. 21.

§ 1^{er}. — Les tabacs non fabriqués ne peuvent être transportés d'un endroit à un autre du royaume que sous le couvert de documents valables, consistant, suivant le cas, en acquits d'entrée, quittances d'accise, passavants, passavants-à-caution, délivrés au nom du destinataire de la marchandise.

§ 2. — Le Gouvernement est autorisé à prendre les mesures nécessaires pour assurer la régularité de la détention ou du transport des tabacs non fabriqués.

Dispositions générales.

ART. 22.

Les dispositions générales de la loi du 26 août 1822, celles de la loi du 6 avril 1843 sur la répression de la fraude, celles de la loi du 4 mars 1846 sur les entrepôts et celles de la loi du 6 août 1849 sur le transit modifiée par les lois du 3 mars 1851 et du 1^{er} mai 1858,

ART. 20.

§ 1. — Mits borgtocht kunnen de fabricanten een krediet van zes maanden bekomen voor de betaling van den accijns.

§ 2. — De krediettermijn gaat in op den laatsten dag van de maand waarin de bescheiden van aanslag werden verstrekt.

§ 3. — De Minister van Financiën bepaalt de wijzen van aanslag en aanzuivering der rekening van krediet op termijnen.

Vervoer en voorhanden hebben van tabak.

ART. 21.

§ 1. — Onbewerkte tabak mag van de eene plaats van het Rijk naar de andere slechts vervoerd worden onder dekking van geldige bescheiden bestaande, naar het geval, uit invoerbewijzen, accijnskwijtschriften, geleibrieven, borggeleibrieven, uitgegeven ten name van den bestemming der koopwaar.

§ 2. — De Regeering wordt gemachtigd de noodige maatregelen te treffen om de regelmatigheid van het voorhanden hebben of van het vervoer der ongefabriceerde tabak te verzekeren.

Algemeene bepalingen.

ART. 22.

De algemeene bepalingen der wet van 26 Augustus 1822, diegene der wet van 6 April 1843 op de betuiging der smokkelarij, die der wet van 4 Maart 1846 op de stapelhuisen en die der wet van 6 Augustus 1849 op den doorvoer, gewijzigd bij de wetten van 3 Maart 1851 en van

sont applicables aux planteurs, négociants, fabricants, débitants ou autres détenteurs de tabacs, en tant qu'elles ne sont pas modifiées par la présente loi.

ART. 23.

Le Gouvernement est autorisé à prendre des mesures spéciales de surveillance en vue d'assurer la perception des droits d'entrée, d'accise et de licence en matière de tabacs.

ART. 24.

Les planteurs, négociants, fabricants, débitants et entrepositaires sont responsables des contraventions commises dans les locaux leur servant de lieux de dépôt ou de fabrication.

ART. 25.

§ 1^{er}. — Les agents de l'Administration des contributions directes, douanes et accises sont chargés du recensement des plants de tabac sur pied; ces agents, de même que les employés assermentés de la commune, ont accès dans tous les endroits où sont cultivés des tabacs, dans les séchoirs, greniers ou autres lieux de dépôt des planteurs, ainsi que dans les locaux où s'exerce le commerce, la fabrication ou le débit des tabacs.

§ 2. — Toute opposition aux opérations prévues au présent article est considérée comme refus d'exercice.

1 Mei 1858, zijn toepasselijk op de planters, handelaars, fabricanten, slijters of andere personen die tabak voorhanden hebben, voor zooveel zij bij de tegenwoordige wet niet gewijzigd worden.

ART. 23.

De Regeering wordt gemachtigd buitengewone toezichtmaatregelen te treffen, om de heffing der invoer-, accijns- en vergunningsrechten in zake tabak te verzekeren.

ART. 24.

De planters, handelaars, fabricanten, slijters en entrepositarissen zijn aansprakelijk voor de overtredingen begaan in de plaatsen welke hun tot berging of bewerking van de tabak dienen.

ART. 25.

§ 1. De agenten van het Beheer der rechtstreeksche belastingen, douanen en accijnzen zijn belast met de teiling der te velde staande tabaksplanten; gemelde agenten, gelijk ook de beëdigde beambten der gemeente hebben toegang tot al de plaatsen waar tabak verbouwd wordt, tot de droogeesten, zolders of andere bergplaatsen, alsmede tot de lokalen waar tabakshandel, -bewerking of -slijterij wordt gedreven.

§ 2. — Alle verzet tegen de verrichtingen voorzien bij dit artikel wordt als verhindering van ambtsuitoefening beschouwd.

Pénalités.

ART. 26.

§ 1^{er}. — Est puni d'une amende égale au décuple des droits fraudés, le redevable qui omet de faire la déclaration de culture prescrite par l'article 14 ou qui indique inexactement dans cette déclaration le nombre de plants de tabac qu'il est tenu de soumettre à l'impôt. Cette amende ne sera pas inférieure à 200 francs si la plantation est faite de manière que des clôtures, des récoltes ou d'autres obstacles empêchent de l'apercevoir de la voie publique.

§ 2. — Les droits dus sur les plants de tabac non déclarés sont immédiatement exigibles.

§ 3. — Les dispositions qui précèdent sont applicables au redevable qui, avant d'avoir fait la déclaration prescrite par l'article 14, enlève tout ou partie des plants de tabac de sa culture pour les utiliser à la consommation.

§ 4. — Si les éléments manquent pour fixer le nombre de plants enlevés, celui-ci est établi sur le pied de 500 plants par are.

ART. 27.

§ 1^{er}. — Tout transport ou toute détention de tabacs non couverts par des documents valables entraîne l'application des articles 19 et 22 à 25 de la loi du 6 avril 1843 sur la répression de la fraude.

§ 2. — Les substitutions, manquants, excédents ou autres irrégularités de cette nature, constatés

Straffen.

ART. 26.

§ 1. — Wordt gestraft met eene boete gelijk aan het tienvoudig bedrag der ontdoken rechten, de schatplichtige die verzuimt de bij artikel 14 voorgeschreven teeltaangifte te doen, of die in deze aangifte het getal der tabaksplanten die hij aan de belasting moet onderwerpen, onnauwkeurig opgeeft. Deze boete bedraagt niet minder dan 200 frank indien de beplanting derwijze is gedaan dat afsluitingen, gewassen of andere hinderpalen beletten dezelve van op den openbaren weg te bemerken.

§ 2. — De rechten verschuldigd wegens niet aangegeven tabaksplanten zijn onmiddellijk invorderbaar.

§ 3. — Voorgaande bepalingen zijn toepasselijk op den schatplichtige die, vooraleer de bij artikel 14 opgelegde aangifte te hebben gedaan, al de tabaksplanten of een gedeelte der tabaksplanten van zijne teelt wegneemt om ze tot verbruik aan te wenden.

§ 4. — Ontbreken de gegevens om het getal der weggenomen planten vast te stellen, dan wordt dit berekend op voet van 500 planten per are.

ART. 27.

§ 1. — Elk vervoer of voorhanden hebben van tabak niet gedekt door geldige bescheiden brengt toepassing mede van artikelen 19 en 22 tot 25 der wet van 6 April 1843 op de beteugeling der smokkelarij.

§ 2. — De in de plaatsstellingen, tekorten, overschotten of andere soortgelijke onregelmatigheden van

lors de l'enlèvement des tabacs, en cours de transport ou à destination, tombent sous le coup de l'article 25 de la loi du 6 août 1849 sur le transit.

§ 5. — Toute contravention aux dispositions du § 2 de l'art. 5 de la loi du 17 avril 1896 est punie de la confiscation des tabacs trouvés dans les magasins, fabriques ou débits, et d'une amende égale au double droit de licence exigible.

§ 4. — Si le recensement des séchoirs, des entrepôts fictifs ou des entrepôts particuliers révèle un manquant ou un excédent dépassant 20 p. c. de la balance du compte, il est dû une amende égale au décuple du droit d'accise afférent au manquant ou à l'excédent.

Toute la quantité trouvée en trop est, en outre, inscrite au débit du compte.

ART. 28.

§ 1^{er}. — Tout refus d'exercice et toute contravention pour laquelle il n'est pas édicté d'amende par une disposition spéciale de la présente loi sont punis d'une amende de 1,000 à 5,000 francs.

§ 2. — Indépendamment des amendes encourues, les droits fraudés sont toujours exigibles; les tabacs et éventuellement les ustensiles sont saisis et confisqués.

ART. 29.

§ 1^{er}. — Les personnes dénommées à l'art. 251 de la loi générale

dien aard, bij de wegneming van de tabak, tijdens het vervoer, of ter bestemming vastgesteld, vallen onder toepassing van artikel 25 der wet van 6 Augustus 1849 op het vervoer.

§ 3. — Elke overtreding van de bepalingen van § 2 van artikel 5 der wet van 17 April 1896 wordt gestraft met verbeurdverklaring van de tabak gevonden in de magazijnen, fabrieken of slijterijen, en met eene boete gelijk aan het dubbel invorderbaar vergunningsrecht.

§ 4. — Doet de opneming in de drooggeesten, fictieve of particuliere stapelhuizen een tekort of een overschot ontdekken dat 20 % van de balans der rekening overtreft, dan is eene boete verschuldigd gelijk aan het tienvoudig bedrag van het accijsrecht in verband met het overschot of het tekort.

Gansch de te veel bevonden hoeveelheid wordt, daarenboven, op het debiet van de rekening geboekt.

ART. 28.

§ 1. — Elke verhindering van ambtsuitoefening, en alle overtreding, waarvoor geene boete wordt voorzien bij een bijzondere bepaling dezer wet, worden gestraft met eene boete van 1,000 tot 5,000 frank.

§ 2. — Benevens de beloopte boeten, zijn de gesloken rechten steeds opvorderbaar; de tabak en desgevallend de gereedschappen worden in beslag genomen en verbeurd verklaard.

ART. 29.

§ 1. — De onder artikel 251 der algemeene wet van 26 Augus-

du 26 août 1822 qui ont corrompu ou tenté de corrompre un employé de l'Administration, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un de leurs agents ou d'un tiers, sont passibles, outre les pénalités édictées par l'art. 252 du Code pénal, d'une amende de 10,000 francs au profit du Trésor.

ART. 30.

§ 1^{er}. — Les amendes ci-dessus sont doublées en cas de deuxième infraction constatée dans les trois ans, alors même que le contrevenant aurait été admis à arrêter par transaction les suites du premier procès-verbal. Il en sera de même lorsque les faits se passent dans un local non compris dans la déclaration de profession; dans ce cas il est encouru en outre un emprisonnement de 5 mois à 2 ans.

§ 2. — Les dispositions des articles 229 et 231 de la loi générale précitée sont applicables, le cas échéant, aux pénalités édictées par le présent article.

ART. 31.

Toute contravention aux mesures prises soit par le Gouvernement, soit par le Ministre des Finances, en exécution des prescriptions de la présente loi et non spécialement visée dans les articles qui précèdent, est punie d'une amende de 200 à 2,000 francs.

ART. 32.

Les dispositions de l'article 9 de la loi du 31 mai 1888 concernant la

tus 1822 opgenoemde personen die eenen beambte van het Beheer, 't zij rechtstreeks, 't zij door bemiddeling van een hunner agenten of van eenen derden, ongekocht hebben of getracht hebben om te koopen, verbeuren, ongerekend de straffen bij art. 252 van het strafwetboek vastgesteld, eene boete van 10,000 frank ten bate der Schatkist.

ART. 30.

§ 1. — De hierboven voorziene boeten worden verdubbeld bij een tweede overtreding binnen de drie jaren vastgesteld, zelfs dan wanneer de overtreder werd toegelaten de gevolgen van het eerste proces-verbaal door een vergelijk te stuiten. Dit geldt ook, wanneer de feiten voorvallen in een lokaal dat in de aangifte van beroep niet begrepen is; in dit geval wordt daarenboven eene gevangenisstraf van 5 maand tot 2 jaar beloopt.

§ 2. — De bepalingen van artikelen 229 en 231 van voormelde algemeene wet zijn desgevallend toepasselijk op de straffen bij het tegenwoordig artikel opgelegd.

ART. 31.

Elke overtreding van de maatregelen getroffen, 't zij door de Regeering, 't zij door den Minister van Financiën, in uitvoering van de voorschriften dezer wet, en niet bijzonder voorzien in de artikelen die voorafgaan, wordt gestraft met eene boete van 200 tot 2,000 frank.

ART. 32.

De bepalingen van artikel 9 der wet van 31 Mei 1888 betreffende de

condamnation conditionnelle ne sont pas applicables aux infractions prévues par la présente loi.

Dispositions transitoires.

ART. 53.

Tout détenteur de tabacs non fabriqués provenant de la récolte de 1918 ou de récoltes antérieures et qui n'ont pas acquitté le droit d'accise doit en faire la déclaration par écrit au bureau des accises du ressort endéans les huit jours, à partir de la mise en vigueur de la présente loi, et acquitter en même temps le droit de 80 francs par 100 kilogrammes.

Le Ministre des Finances prend les mesures d'exécution nécessaires pour assurer le paiement du droit visé à l'alinéa qui précède.

ART. 54.

Quiconque fournit des renseignements inexacts dans la déclaration prescrite par l'art. 53 ou omet de remettre cette déclaration dans le délai fixé, est puni d'une amende égale au décuple du droit fraudé, indépendamment de la confiscation des tabacs.

ART. 55.

Sont abrogés :

1° La loi du 17 avril 1896, à l'exception des chapitres III et IV et de l'art. 55 ;

2° L'art. 4 de la loi budgétaire du 28 décembre 1897 ;

3° L'art. 10 de celle du 31 décembre 1900.

voorwaardelijke veroordeeling zijn niet van toepassing op de overtredingen voorzien bij de tegenwoordige wet.

Over gangsbepalingen.

ART. 53.

Een ieder die onbewerkte tabak voortkomende van den oogst van 1918 of van vorige oogsten voorhanden heeft, en waarvan het accijnsrecht niet betaald werd, moet daarvan schriftelijk aangifte doen ten kantore der accijnzen van het gebied, binnen de acht dagen, na het in werking treden dezer wet, en terzelfder tijd het recht van 80 frank per 100 kilogram betalen.

De Minister van Financiën treft de noodige uitvoeringsmaatregelen om de betaling van het recht bedoeld in het voorgaande lid te verzekeren.

ART. 54.

Alwie in de aangifte, voorgeschreven bij art. 53, onnauwkeurige inlichtingen verstrekt, of verzuimt binnen den gestelden tijd deze aangifte te doen, wordt gestraft met eene boete gelijk aan het tienvoudig bedrag van het gesloken recht, ongerekend verbeurdverklaring vande tabak.

ART. 55.

Worden afgeschaft :

1° De wet van 17 April 1896, uitgezonderd de hoofdstukken III en IV van den art. 55 ;

2° Art. 4 van de begrootingswet van 28 December 1897 ;

3° Art. 10 dergene van 31 December 1900.

ART. 36.

La présente loi sortira ses effets à partir du 20 mars 1919.

Donné à Bruxelles, le 18 mars 1919.

ART. 36.

Deze wet treedt in werking met ingang van 20 Maart 1919.

Gegeven te Brussel, den 18 Maart 1919.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,*

Van 's Konings wege :

*De Eerste Minister,
Minister van Financiën,*

LÉON DELACROIX.

